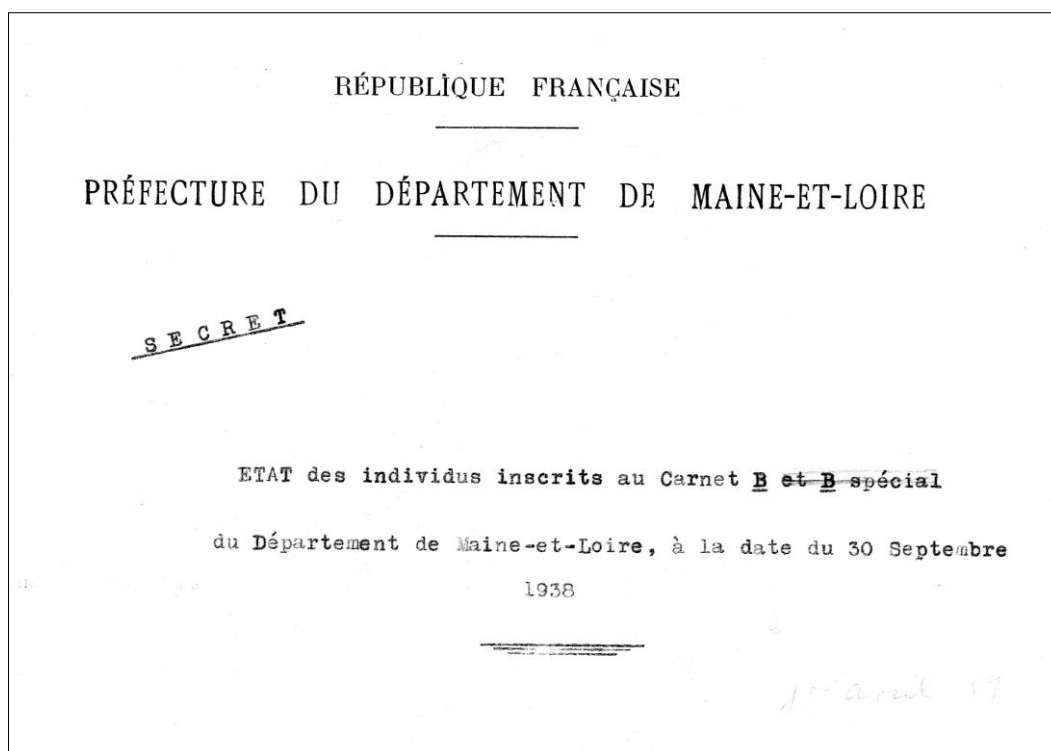


L'ENNEMI INTERIEUR

Les inscrits au Carnet B en Maine-et-Loire dans les années 30

Par Frédéric DABOUIS



INDEX DES SIGLES

ADML : Archives Départementales de Maine-et-Loire.

CGT : Confédération Générale du Travail, fondée en 1895.

CGT SR : CGT Syndicaliste Révolutionnaire (1926-1939).

CGTU : Confédération Générale du Travail Unitaire, scission de la CGT (1922-1936).

FAF : Fédération Anarchiste Française.

FNSI : Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs.

FO : Force Ouvrière, scission de la CGT en 1948.

FUE : Fédération Unitaire de l'Enseignement (affiliée à la CGTU).

GBL : Groupe Bolchévik-Léniniste (nom de la tendance « trotskyste » dans la SFIO en 1934-1935).

IC : Internationale communiste (Komintern), fondée en 1919 à Moscou, dissoute par Staline en 1943.

JC : Jeunesses communistes.

JS : Jeunesses socialistes.

JSR : Jeunesses socialistes révolutionnaires.

PC : Parti communiste (SFIC jusqu'en 1943). L'appellation « PCF » ne devient officielle qu'en 1937.

PCE : Parti communiste espagnol.

PCI : Parti Communiste Internationaliste, parti « trotskyste » (1936-1939).

PNB : Parti National Breton (1931-1944).

PO : Paris-Orléans (compagnie privée de chemins de fer, présente à Angers, gare Saint-Laud).

POI : Parti Ouvrier Internationaliste, parti « trotskyste » (1936-1939).

POP : Parti Ouvrier et Paysan (1929-1930), scission de droite du PC en 1929.

PPF : Parti Populaire Français, parti fasciste fondé par Jacques Doriot en 1936.

PSOP : Parti Socialiste Ouvrier et Paysan, scission de gauche de la SFIO en 1938.

PUP : Parti d'Unité Proletarienne (1930-1937).

PS : Parti socialiste (SFIO jusqu'en 1969).

RNP : Rassemblement National Populaire, parti fasciste fondé par Marcel Déat en 1941.

SFIC : Section Française de l'Internationale Communiste (dénomination du Parti communiste de 1921 à 1943).

SFIO : Section Française de l'Internationale Ouvrière (dénomination du Parti socialiste unifié, fondé en 1905).

UA : Union Anarchiste.

UD : Union départementale (de syndicats de salariés).

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques (1922-1991).

L'ENNEMI INTERIEUR

LES INSCRITS AU CARNET B EN MAINE-ET-LOIRE DANS LES ANNEES 30

Au 19^e siècle, la police française tenait des fiches sur les opposants aux différents régimes : sur les républicains sous les différentes monarchies, puis sur les socialistes, considérés alors comme des révolutionnaires, sous la 2^e et dans les débuts de la 3^e République.

Ce fichage des opposants a été renforcé et structuré par la mise en place de ce qu'on appelle le « carnet B » à la fin du 19^e siècle.

Les origines du carnet B

D'abord une remarque : s'il y a eu un carnet B, c'est qu'il y avait aussi un « **carnet A** » : ce dernier, tenu par la gendarmerie, recensait **tous les étrangers**, quels qu'ils soient. Le « carnet B », lui ne comprenait au départ que les « suspects d'espionnage », destinés à être arrêtés en cas de mobilisation.

En effet, à partir des années 1890, alors que la perspective d'une guerre de revanche contre l'Allemagne commence à être envisagée, se met en place d'abord le fichage systématique des « **suspects d'espionnage** » au profit de celle-ci, qu'ils soient d'ailleurs français ou étrangers. Les consignes concernant cette catégorie sont d'ailleurs parfois si larges qu'elles préconisent par exemple l'inscription d'office « des étrangers qui sans être suspects, habitent le voisinage d'un fort ou d'un ouvrage d'art, d'intérêt stratégique »¹. Pour le Ministre de la Guerre de l'époque, le nombre d'inscriptions qui en résulta était tel « qu'il serait pratiquement impossible d'assurer leur arrestation lors de la mobilisation »². Il demanda alors aux autorités locales de limiter les inscriptions aux seuls étrangers « suspects ». Ces « suspects d'espionnage » constituent la première catégorie des personnes figurant au « carnet B ».

Dans la même période, plus précisément en 1892-1894, se produisit une vague d'attentats commis par une fraction du mouvement anarchiste (attentats à la bombe de Ravachol en 1892, bombe lancée par Auguste Vaillant à la Chambre des Députés le 9 décembre 1893, assassinat du président de la République Sadi Carnot par Caserio le 24 juin 1894). Cette vague « bombiste » provoqua le vote par le Parlement de ce que le mouvement ouvrier qualifia alors de « lois scélérates »³, notamment parce qu'elles permettaient d'arrêter préventivement les militants révolutionnaires de toutes tendances, et pas seulement les anarchistes, et aussi de saisir, voire d'interdire leur presse.

La vague d'attentats s'arrêta, mais avec la montée des périls, illustrée notamment par les crises internationales de 1898 (affaire de Fachoda, au Soudan, opposant la France à l'Angleterre) et surtout de 1905 et de 1911 (les deux « crises marocaines » où la France et l'Allemagne furent à deux doigts de la guerre), une bonne partie du mouvement ouvrier organisé, et singulièrement la Confédération Générale du Travail (CGT), fondée en 1895 et dirigée alors par les anarcho-syndicalistes et les syndicalistes-révolutionnaires, développa une propagande antimilitariste à grande échelle, notamment en direction des conscrits, en s'appuyant sur la création du « Sou du Soldat » en 1900⁴. N'oublions pas non plus que parmi les causes de l'antimilitarisme ouvrier, il y a le fait que l'armée

¹ Selon l'Instruction interministérielle du 18 février 1910.

² Circulaire du Ministre de la Guerre du 10 novembre 1910, reproduite dans Jean-Jacques Becker, *Le Carnet B*, Editions Klincksieck, Paris, 1973, qui est l'ouvrage de référence en la matière.

³ La loi du 28 juillet 1894 réprimant « les menées anarchistes » ne fut abrogée par une majorité de gauche que... le 23 décembre 1992 !

⁴ L'expression « Sou du Soldat » a été inventée en fait par l'Eglise catholique, qui voulait maintenir par cette aide matérielle un lien avec ses ouailles. La CGT n'a fait que reprendre cette démarche, avec un contenu politique opposé, bien sûr.

de la République bourgeoise était souvent engagée aux côtés du patronat dans les conflits du travail, et qu'elle n'hésitait pas à tirer sur des foules ouvrières désarmées, comme lors de la **fusillade de Fourmies** dans le Nord, le 1^{er} mai 1891 : le bilan fut de 9 morts, dont huit jeunes de moins de 21 ans, parmi lesquels figurait un enfant de 11 ans !⁵

Dans ce contexte, le gouvernement donna alors de nouvelles consignes aux préfets pour inclure dans le « carnet B » « les Français dont l'attitude et les agissements peuvent être de nature à troubler et à entraver le bon fonctionnement des services de mobilisation (propagandistes par le fait, partisans de l'action directe, antimilitaristes) ⁶ ».

Il faut dire que de nombreuses déclarations de militants, voire de dirigeants de la CGT comme Georges Yvetot, et de la direction confédérale elle-même, préconisaient « la guerre à la guerre⁷ » par la grève générale, voire le sabotage et l'insoumission. Les antimilitaristes de tous bords (anarchistes, syndicalistes-révolutionnaires, socialistes d'extrême-gauche de tendance « hervéiste »⁸, figurèrent donc massivement dans les différentes vagues d'inscriptions au carnet B à la veille de la Première Guerre mondiale. Chacun d'entre eux avait dans les cartons de la police, en vertu de la « loi scélérate » du 18 décembre 1893, un mandat d'arrestation à son nom, signé d'avance par le préfet, et dont il suffisait de rajouter la date⁹...

Le carnet B ne fut pas appliqué en août 1914, du fait du ralliement des dirigeants de la CGT et du Parti socialiste SFIO à l'Union sacrée. En Maine-et-Loire, l'un des inscrits que nous connaissons, l'instituteur cégétiste - et socialiste hervéiste - Louis Bouët, ne fut donc pas inquiété par la police à l'occasion de la mobilisation générale du 1^{er} août 1914. Un autre, Boulan, fut arrêté par la gendarmerie de Trélazé, mais libéré rapidement sur ordre du préfet¹⁰.

Après la guerre, le carnet B se perpétua, au fil des radiations et des nouvelles inscriptions. D'un côté, pendant la guerre, une partie des anciens anarcho-syndicalistes s'était ralliée à l'Union sacrée puis avait déclaré son hostilité à la révolution bolchévique d'octobre 1917 en Russie. Ils disparurent donc la plupart du temps du Carnet B. En revanche, une majorité du Parti socialiste rallia l'Internationale communiste (IC) au congrès de Tours (décembre 1920) et une forte minorité de la CGT se retrouva à la CGTU (Confédération Générale du Travail Unitaire), laquelle regroupa au moins au début tous les antimilitaristes, qu'ils soient anarchistes, syndicalistes-révolutionnaires ou communistes. Ce sont ces nouveaux contingents qui remplirent les pages du carnet B dans l'entre-deux guerres¹¹.

Les documents sur les inscrits au carnet B de Maine-et-Loire dans l'entre-deux guerres

Apparemment, il n'existe pas de documents concernant le carnet B là où on pourrait les attendre, c'est-à-dire dans la série M des Archives départementales de Maine-et-Loire : ni dans la série 4 M (affaires de police), où la logique voudrait qu'on les trouve¹², ni en 1 M (administration générale), ni même dans les dossiers des sous-préfectures (série Z), où on en trouve parfois des traces.

⁵ Cf. l'article de Jean-Louis Chappat, *La fusillade de Fourmies*, in *Fourmies et les Premier mai*, sous la direction de Madeleine Rebérioux, Editions de l'Atelier, Paris, 1994, pages 23 à 28.

⁶ Lettre du 5 février 1909 du préfet de Lozère au général commandant le 16^e Corps de Montpellier, in JJ Becker, op. cité, p. 111.

⁷ C'est le titre du Manifeste de la CGT du 18 octobre 1912.

⁸ C'est-à-dire partisans de la tendance d'extrême-gauche du Parti socialiste unifié (SFIO) animée par Gustave Hervé, qui prônait la grève insurrectionnelle en cas de guerre. Gustave Hervé abandonna ce positionnement dès 1912, après un énième séjour en prison, et finalement se rallia à l'Union sacrée en 1914, puis évolua vers l'extrême-droite nationaliste entre les deux guerres. Il publia en 1936, au lendemain de la victoire du Front Populaire, une brochure intitulée *C'est Pétain qu'il nous faut...*

⁹ Dans son ouvrage cité plus haut, à la page 113, Jean-Jacques Becker reproduit le mandat d'arrestation préventive d'un militant ouvrier de Loire-Inférieure.

¹⁰ Alain Jacobzone, *En Anjou, loin du front*, Yvan Davy éditeur, 1988, page 31.

¹¹ Le carnet B fut supprimé en juillet 1947.

¹² Au cours de son enquête menée à partir de 1965, Jean-Jacques Becker avait reçu une réponse négative ou quasi-négative de nombreux départements à sa demande de consultation de documents relatifs à l'établissement du Carnet B. Dans le cas des Archives de Maine-et-Loire, seules des « liasses » auraient pu avoir « un rapport au moins indirect avec le Carnet B ».

Une des raisons des difficultés à retrouver ces documents vient essentiellement du fait qu'ils relevaient du secret d'Etat, au point que, selon Jean-Jacques Becker, certaines circulaires classées « secret » devaient être renvoyées à Paris après lecture pour y être détruites. De même, on peut supposer que des états plus anciens du carnet B ont été détruits, en particulier ceux des années 20, puisque, sauf erreur de notre part, les Archives départementales de Maine-et-Loire ne possèdent aucune liste antérieure à celle de 1932¹³.

Ainsi, c'est un peu par hasard que j'ai retrouvé un gros dossier sur le carnet B, dans la série R (affaires militaires), plus précisément sous la cote 1 R 2111. Ce dossier contient deux sortes de documents : d'une part une série de fiches individuelles de militants ayant à un moment où à un autre été inscrits au Carnet B (et donc aussi parfois radiés), d'autre part trois listes récapitulatives datant de 1932, 1934 et 1938, dont les originaux devaient être transmis par les préfets aux autorités militaires, en l'occurrence ici le général commandant la 9^e région militaire, dont le siège était à Tours.

Pour ce qui concerne ces états récapitulatifs, notons que celui de mars 1934 a été adressé au commandant de la 9^e région qui en avait demandé la communication le 21 février précédent (soit deux semaines après l'émeute d'extrême-droite place de la Concorde à Paris). Or cette fiche manuscrite ne fait que reproduire purement et simplement la liste des 13 noms qui figuraient déjà sur le tableau issu de la révision de janvier 1932. Routine de l'administration policière angevine ? En revanche, l'état des individus inscrits au carnet B à la date du 30 septembre 1938 (donc en pleine crise de Munich, et ce n'est pas une pure coïncidence) ne comprend plus que 11 noms, dont deux seulement figuraient sur les listes de 1932 et 1934 : ces deux personnes ne nous sont pas inconnues, puisqu'il s'agit du couple Bouët, Louis et Gabrielle, dont nous reparlerons plus loin.

Il faut donc d'abord expliquer ce renouvellement important (plus de 80 %) entre 1934 et 1938. C'est ce que l'étude des tableaux et l'exploitation des fiches individuelles va nous permettre.

Le carnet B de 1932 : « le communisme, voilà l'ennemi »

C'est le 22 avril 1927, en pleine « affaire Crémet », du nom d'un membre du Bureau politique du Parti communiste accusé d'espionnage au profit de l'URSS¹⁴, que le ministre radical de l'Intérieur, Albert Sarraut, l'un des chefs du « parti colonial » en France, prononça dans son discours de Constantine (Algérie), la fameuse phrase : « le communisme, voilà l'ennemi ».

En fait, la sortie anticomuniste de Sarraut ne visait pas seulement le réseau Crémet : elle ciblait surtout l'activité antimilitariste et anticolonialiste du Parti communiste.

En effet, au congrès de Tours de décembre 1920, donc dès sa fondation, une majorité écrasante du Parti socialiste avait souscrit aux **21 conditions d'adhésion à l'Internationale communiste**¹⁵, qui visaient à transformer les vieux partis socialistes parlementaristes d'avant-guerre en partis révolutionnaires adaptés à la période de guerre civile qui s'était ouverte en Europe avec la fin de la Première Guerre mondiale : révolutions en Russie (février et octobre 1917), mais aussi en Allemagne (novembre 1918, avec des soubresauts en mars 1921 et octobre 1923), en Hongrie (où la République des Conseils fut écrasée en août 1919 par l'intervention de l'armée française), situation semi-insurrectionnelle en Italie avec la formation de conseils d'usine dans le Nord et l'occupation des terres des grands propriétaires par des ligues d'ouvriers agricoles, etc.

¹³ Le fichier national du carnet B, contrairement à la réponse faite en 1965 à Jean-Jacques Becker par le Directeur général de la Sûreté Nationale, n'a pas été détruit en 1940 avec les archives de la Sûreté, mais récupéré par le contre-espionnage allemand, puis par les Soviétiques en 1945. Finalement, c'est le gouvernement russe qui, entre 1992 et 2000, a rendu à la France ces archives, qui sont désormais consultables.

¹⁴ Lire à ce sujet l'enquête de Roger Faligot et Rémy Kauffer, *As-tu vu Crémet ?*, Fayard, 1991.

¹⁵ Les 21 conditions d'adhésion ont été adoptées par le 2^{ème} congrès de l'Internationale communiste en août 1920, en particulier en prévision de l'adhésion du Parti socialiste français, dont certains dirigeants, et pas les moindres, comme Marcel Cachin, avaient été partisans de « l'Union sacrée » en 1914.

Si la 17^e condition exigeait le changement rapide du nom du parti en « Parti communiste, section de la III^e Internationale communiste », deux autres étaient beaucoup plus contraignantes : la 4^e imposait de « mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes » et la 8^e de « soutenir, non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies »¹⁶. Il s'agissait ainsi pour chaque nouveau parti communiste de pays développé de lutter contre son propre impérialisme, en affaiblissant le noyau dur de l'Etat : l'armée.

Cette orientation était nouvelle par rapport à celle du vieux Parti socialiste d'avant-guerre qui avait laissé l'antimilitarisme à la CGT et aux Jeunesses socialistes¹⁷ et prônait plutôt l'assimilation des colonies. Elle amena le PC et surtout les Jeunesses communistes à organiser des actions ouvertement anticolonialistes et antimilitaristes qui menèrent en prison une partie de leurs dirigeants (notamment Jacques Doriot¹⁸), à publier régulièrement des journaux en direction des soldats (*La Caserne, Le Conscri, Le Libéré, Le Réserviste...*)¹⁹ et à soutenir ouvertement les révoltes coloniales, comme celle menée par Abd el-Krim au Maroc entre 1921 et 1926²⁰.

La police se mit donc à fichier plus systématiquement les militant-e-s communistes les plus actifs.

Comme il a été dit plus haut, il n'y a pas de liste d'inscrits au carnet B datant des années 20. Cela dit, par déduction, l'étude de l'état des inscrits en janvier 1932 ainsi que celle des fiches - non datées - des radiés, permet de se faire une idée du profil type des militant-e-s visé-e-s par la répression dans cette période.

Ainsi, en 1932, parmi les anciens inscrits au carnet B, 4 sont « maintenus », 1 seul est « rayé » et 9 sont « nouvellement inscrits ». Cela sous-entendrait que le carnet B précédent n'aurait contenu que 5 noms. Or nous savons pourtant qu'au moins l'un des « nouveaux inscrits », Louis Bouët, figurait déjà au carnet B avant 1914.

L'unique militant rayé est **Auguste BOULAN** dit La Dent (1887-1964), fendeur d'ardoise puis photographe à Trélazé, ancien animateur des Jeunesses syndicalistes, militant antimilitariste convaincu avant 1914, ce qui lui avait valu son inscription. Désormais membre du courant majoritaire de la CGT depuis la guerre, hostile aux communistes (il démissionne en 1921 du conseil municipal de Trélazé, pour cause de désaccord avec la majorité communiste) Boulan demeure antimilitariste, mais en faisant preuve de « moins d'allant », comme le signale la notice qui lui est consacrée dans le Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier Français (en abrégé DBMOF ou plus couramment « *Le Maitron* »)²¹. Ici, en fait, ce qui est surprenant, c'est que Boulan n'ait pas été rayé du carnet B dans les années 20, mais seulement en 1932. Nous en déduisons que la police s'est donné le temps de vérifier que Boulan avait bien renoncé à son activisme d'avant-guerre.

¹⁶ Les 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste sont reproduites dans *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste (1919-1923)*, Librairie du Travail, 1934, réimpression en fac-similé, Editions François Maspero, Paris, 1970, page 39-40.

¹⁷ La Fédération nationale des Jeunesses socialistes, constituée en 1913, fut à l'origine du journal *Le Conscri*, tiré à 10 000 exemplaires. Elle se transforma en Fédération nationale des jeunesses communistes en octobre 1920, soit deux mois avant le congrès de Tours du PS.

¹⁸ Jacques Doriot fut secrétaire de la Fédération nationale des Jeunesses communistes en 1923-1924, puis député de la Seine (1924-1937). Il fut emprisonné à plusieurs reprises dans les années 20. Il rompit avec le PC en 1934 et fonda le PPF, parti fasciste, en juin 1936. Sous l'Occupation, il poussa l'anticommunisme jusqu'à s'engager en 1941 dans la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme (LVF), et mourut en février 1945 en Allemagne, sous l'uniforme de la Wehrmacht.

¹⁹ Sur l'activité antimilitariste des Jeunesses communistes, voir l'ouvrage de Jacques Varin, *Jeunes comme JC*, tome 1 1920-1939, Editions sociales, Paris, 1975, en particulier les pages 107-121.

²⁰ *L'Humanité* du 11 septembre 1924 fit alors scandale en publiant le télégramme de soutien adressé par le PC à Abd el Krim, qui venait de battre l'armée espagnole. Le PC soutenait l'indépendance totale du Maroc, alors partagé entre l'Espagne et la France. Cf. Jacob Moneta, *Le PCF et la question coloniale*, collection Livres rouges, Maspero 1971.

²¹ *DBMOF* (publié sous la direction de Jean Maitron), tome 20, Editions ouvrières, Paris, 1983. La notice a été rédigée à partir de renseignements fournis à Maurice Poperen par Auguste Boulan et ses amis.

Noms, prénoms, surnoms	Nationalité	Date et lieu de naissance	Adresse	OBSERVATIONS
ETOURNEAU, Donatien, Rogation	Française	14 mars 1885 à Vallet (L. Inf.)	St Germain-sur-Moine (M. & L.)	
Hamelin, Emile, Isidore	d°	7 fév. 1864 à Trélazé (M. & L.)	Trélazé aux Grandes Plaines	
LE GOFF, Ernest, François	d°	29 Mai 1892 à La Chapelle-des-Marais (L. Inf.)	Hôtel Deshayes, Angrie (Maine-et-Loire)	
OGER, Julien, Joseph	d°	15 avril 1878 à Villaines-sous-Malicorne (Sarthe)	10 rue Pocquet de Livonnière, Angers	
<i>Individus rayés du Carnet 'B'</i>				
BOULAN, Auguste, dit "La dent"	Française		34, rue Jean Jaurès, Trélazé	
<i>Individus nouvellement inscrits au Carnet 'B'</i>				
Mlle BODINEAU, Georgette, Célestine	Française	23 décembre 1890 à Chemellier	62, rue Bressigny, Angers	
BONHAUD, François, Joseph	d°	8 Mai 1896, à Angers,	28 bis, avenue Vauban	
BOUET, Louis, Jean, Joseph	d°	6 avril 1880 à Montfaucon-sur-Moine	Instituteur à Méron	
Mme BOUET, Gabrielle	d°	24 septembre 1865 à Assi-Bou-Mif (Algérie)	Institutrice, à Méron	
CUSSY, Ernest,	d°	17 août 1881, à Angers	12 bis, rue St Laud, Angers	
GUILLET, Léon, Maurice,	d°	17 Octobre 1896 à Beaucouzé (M. & L.)	chez sa mère, à Beaucouzé (M. & L.)	
HERNOT, Albert, Marie,	d°	30 novembre 1891 à Landerneau Finistère	11 rue de la Blancheraie, Angers	
RAVENEAU, Alexis, Charles	d°	12 août 1887, à Auvergne (M. & L.)	Mouliherne	
SOYEUX, Georges, Henri,	d°	8 janvier 1911, à Poitiers	Sennaise	

Les inscrits au Carnet B de 1932 - ADML 1 R 2111

Quant aux 4 militants maintenus, les voici, dans l'ordre de présentation (alphabétique) :

- **Donatien ETOURNEAU**, né le 14 mars 1885 à Vallet (Loire-Inférieure), militant communiste. Inscrit depuis le 9 novembre 1927 au carnet B de Seine-et-Oise, puis à celui du Bas-Rhin (16 janvier 1928), puis de nouveau à celui de Seine-et-Oise (11 janvier 1930), puis à celui de Maine-et-Loire (11 juillet 1930), il est en 1930 « chef de fabrication chez M. Pasquier, industriel en chaussures à Saint-Germain-sur-Moine ». On trouve ici un militant dont la vie professionnelle a visiblement subi les aléas de la virulente répression anticommuniste de la fin des années 20 : en effet, animateurs de grèves et autres mouvements sociaux, les militants communistes ne restaient pas très longtemps chez le même patron, et quand ils étaient « grillés » dans un département, ils devaient en changer pour retrouver du travail. Compte tenu du contexte politique évoqué plus haut, la présence de ce militant communiste n'est pas une surprise.

- **Emile HAMELIN**, né le 7 février 1864 à Trélazé, antimilitariste, « se livre au colportage et à la vente des journaux révolutionnaires, libertaires, etc.. ». Il y a sur lui un gros dossier couvrant la période 1910-1929. Selon sa fiche individuelle, il réside à Angers, 89 rue des Plaines (quartier des Justices à Angers, jouxtant Trélazé). Hamelin, anarchiste historique de Trélazé, plusieurs fois condamné pour son activité militante avant 1914, était contrairement à Boulan resté antimilitariste militant après la guerre. Il lui faudra donc attendre au moins 1935²², voire 1938 (il a alors 74 ans), pour être rayé : à cet âge, la police a considéré qu'il n'était plus guère dangereux, d'où sa radiation. Emile Hamelin est d'ailleurs décédé fin 1938 ou début 1939 (André Lorulot fait sa nécrologie dans le numéro de février 1939 de sa revue *L'Idée libre*).

- **Ernest LEGOFF** (orthographié par erreur LE GOFF), né le 29 mai 1892 à La Chapelle des Marais (Loire-Inférieure) « inscrit au carnet B de la Manche le 6 juin 1930 », demeurant Hôtel Deshayes à Angrie (Maine-et-Loire), mécanicien à la carrière de minerai de la ferme de Malfoissière. C'était selon sa biographie dans le Maitron²³ « un militant communiste très actif », qui travailla d'abord à Saint-Nazaire. Candidat aux élections législatives de 1924 sur la liste du Bloc Ouvrier et Paysan²⁴ de Loire-Inférieure, il fut condamné l'année suivante à 6 mois de prison pour

²² Selon un courrier du préfet de Maine-et-Loire à la Sûreté, en date du 30 avril 1935, les 6 militants anarchistes recensés antérieurement par le commissaire spécial d'Angers, dont Hamelin, ne sont plus dangereux (ADML, 1 R 2111).

²³ *DBMOF*, tome 34, Editions ouvrières, Paris, 1989. Notice rédigée par Cl. Geslin.

²⁴ Nom donné par le Parti communiste aux listes qu'il présenta aux élections législatives de 1924 et ultérieurement.

activité antimilitariste contre la guerre du Maroc. Legoff resta inscrit au carnet B de Maine-et-Loire jusqu'au transfert de son dossier en Loire-Inférieure le 22 octobre 1934. Arrêté à Nantes en août 1942, il fut déporté en Allemagne, au camp de Dora où il mourut le 15 mars 1944.

- **Julien OGER**, né le 15 avril 1878 à Villaines-sous-Malicorne (Sarthe), tourneur mécanicien chez Beauvais et Robin (entreprise métallurgique d'Angers). Condamné le 16 mai 1911 par la cour d'Assises d'Angers pour sabotage des signaux de la ligne Angers-Le Mans dans la nuit du 12 au 13 octobre 1910 lors de la grève des cheminots, il fut inscrit au carnet B le 26 juin 1911. Les Archives de Maine-et-Loire ont conservé sur lui aussi un gros dossier pour la période allant de 1911 à 1932. Anarchiste et partisan de l'action directe avant 1914, Oger devait alors figurer au carnet B de la Sarthe et être arrêté en cas de guerre, ce que confirme la mention « à arrêter » qui figure sur sa fiche individuelle. Il ne fut radié du carnet B que dans la seconde moitié des années 30 comme ses camarades communistes. Peut-être est-ce lui que le PC présenta au conseil d'arrondissement dans le premier canton du Mans en octobre 1937²⁵ ?

La révision du carnet B de 1932 : les nouveaux inscrits

En 1932, le Parti communiste représente encore un danger important pour le régime. Il est certes alors réduit à sa plus simple expression²⁶, mais il pratique encore vigoureusement antimilitarisme et anticolonialisme. Les nouveaux inscrits sont dans l'ordre :

- **Georgette BODINEAU**, née le 23 décembre 1890 à Chemellier (Maine-et-Loire), demeurant 62 rue Bressigny à Angers²⁷. Fille de cultivateurs, ouvrière dans la chaussure puis dans le textile, elle devait séjourner souvent dans la région parisienne depuis 1927, en tant que secrétaire permanente du syndicat CGTU de l'Habillement. Cette même année, elle se rendit en URSS à l'occasion du 10^e anniversaire de la révolution d'octobre, puis fut élue au Comité central du PC en mars 1932. C'est sans doute cette promotion qui lui valut d'être inscrite au carnet B de Maine-et-Loire²⁸. Elle n'en fut rayée qu'en octobre 1936, quand la police se rendit compte qu'elle avait emménagé définitivement dans le 19^e arrondissement de Paris. Cependant, pour une personnalité de ce niveau, son dossier individuel est étrangement vide (sans doute a-t-il été transmis en 1936 au préfet de la Seine).

- **François BONNAUD**, né le 8 mai 1896 à Angers (Maine-et-Loire). Cheminot révoqué de la Compagnie Paris-Orléans (PO) du fait de son activité pendant la grève du printemps 1920, puis machiniste dans des entreprises du Bois, François Bonnaud avait adhéré en 1919 au Parti socialiste d'Angers (il fut même trésorier puis secrétaire du groupe Saint-Laud). Il y milita dans les rangs du Comité de la III^e Internationale et se retrouva logiquement début 1921 au Parti communiste. Resté cependant profondément anarcho-syndicaliste, il quitta le PC dès 1922 pour se consacrer à l'animation de l'Union Départementale CGTU, dont il fut secrétaire en 1922-1923. Le 25 février 1928, à l'issue d'une réunion des syndiqués CGTU, un des dirigeants nationaux de cette centrale syndicale, le communiste Racamond, lui proposa d'être délégué au congrès de l'Internationale Syndicale Rouge (ISR)²⁹, qui devait se tenir à

²⁵ Voir la notice d'un Oger dans le *DBMOF*, tome 37, Editions ouvrières, Paris, 1990.

²⁶ Une « secte » d'une dizaine de milliers de militants selon les dissidents communistes de 1929 qui le quittèrent pour former le Parti Ouvrier et Paysan (POP), lequel fusionna fin 1930 avec des dissidents communistes « de droite » des années 20 pour former le Parti d'Unité prolétarienne (PUP). Le PUP se fondit dans le Parti socialiste SFIO en février 1937. Une grande partie des anciens dirigeants du POP sombra dans la collaboration vichyssoise.

²⁷ Militante infatigable, plusieurs fois arrêtée et internée sous l'Occupation, évadée du camp des Tourelles - situé près de la Porte des Lilas à Paris - en février 1944, Georgette Bodineau est décédée à Angers le 17 avril 1971.

²⁸ Le domicile de Georgette Bodineau rue Bressigny avait été l'objet d'une perquisition en règle - en son absence - le 31 juillet 1929. Responsable nationale CGTU et militante communiste, elle était soupçonnée par la police d'avoir expédié dans d'autres villes du centre-ouest des tracts antimilitaristes accompagnés « de pistolets automatiques et de munitions », dans la perspective de la journée internationale d'action contre la guerre et l'impérialisme du 1^{er} août 1929, décidée par l'Internationale communiste et mise en œuvre en France par le PC et la CGTU. Bien entendu, la police ne trouva pas d'armes chez elle, mais en profita pour saisir - entre autres documents - la liste des responsables CGTU de Maine-et-Loire et celle des abonnés au journal communiste régional *L'Avant-garde*...

²⁹ L'ISR était le pendant syndical de l'Internationale communiste.

Moscou. Ce séjour en URSS, du 12 mars au 23 avril 1928, n'incita certes pas Bonnaud, qui avait pu constater sur place la répression menée contre les opposants au régime, à réintégrer le PC³⁰, mais il est mentionné dans sa fiche de police individuelle. Par ailleurs, bien que François Bonnaud ait quitté le Maine-et-Loire le 15 novembre 1932 pour exercer comme facteur auxiliaire à Veigné, en Touraine, sa famille resta domiciliée avenue Vauban à Angers jusqu'en mai 1935, date de sa nomination comme facteur-receveur à Lublé (Indre-et-Loire). Son dossier ne fut donc transféré à la préfecture d'Indre-et-Loire que le 24 janvier 1936, soit plus de trois ans après son départ...³¹

- **Louis BOUET**, né le 6 avril 1880 à Montfaucon-sur-Moine (Maine-et-Loire), est instituteur à Méron en 1932. Fondateur en 1905 du premier syndicat d'instituteurs de son département, à une époque où les fonctionnaires n'avaient pas le droit de se syndiquer mais seulement de se regrouper dans des « Amicales » chapeautées par l'administration, Louis Bouët n'eut de cesse d'obtenir le rattachement de la Fédération Nationale des Syndicats d'Instituteurs (FNSI) à la CGT. Syndicaliste-révolutionnaire, membre du Parti socialiste SFIO depuis 1906, il appartenait à la tendance antimilitariste dite « hervéiste ». Déjà inscrit au carnet B en 1914, il fut l'un des rares militants angevins à ne pas sombrer dans l'Union sacrée et à s'opposer à la guerre d'un point de vue antimilitariste révolutionnaire, et pas seulement pacifiste. Partisan de l'adhésion du PS à l'Internationale communiste, délégué au congrès de Tours, il fut le premier secrétaire départemental du PC de Maine-et-Loire, et l'initiateur de l'hebdomadaire local *L'Anjou communiste, syndicaliste et coopératif* (1921-1923). Proche de Trotsky qu'il avait rencontré à Paris en 1916, il refusa malgré de nombreuses sollicitations de siéger au Comité Directeur du PC pour se consacrer à l'animation de la revue de la Fédération Unitaire de l'Enseignement (FUE), *L'Ecole Emancipée*, dont il fut le responsable de 1921 à 1936. Il refusa également de siéger au Bureau confédéral de la CGTU. Révoqué de l'Education nationale le 8 août 1920, entre autres pour une prétendue « excitation à la grève scolaire » (en fait pour avoir défendu le droit syndical), Louis Bouët ne sera réintégré qu'en janvier 1925, par la nouvelle majorité du « Cartel des Gauches »³², qui venait d'accepter enfin le droit des fonctionnaires à former des syndicats³³. Opposé à l'orientation stalinienne de l'Internationale communiste et du PC français, Louis Bouët fut exclu de ce dernier avec la cellule de Saumur³⁴ et adhéra la même année au Cercle communiste démocratique de Boris Souvarine, un des fondateurs du Parti communiste, exclu en 1924.

- **Gabrielle BOUET**, née Dechézelles le 24 septembre 1885 à Assi-Bou-Nif (Algérie), institutrice syndicaliste, compagne de tous les combats de Louis Bouët, fut elle aussi réprimée par l'Etat : harcelée sur ordre par la directrice de son école à Saumur, elle fut ensuite déplacée d'office à 30 km de son domicile, dans la classe unique de Linières-Bouton, puis accusée par le maire de cette commune de propagande antimilitariste, et enfin révoquée elle aussi le 16 juillet 1920. Réintégrée avec son mari à Lézigné (Maine-et-Loire) en janvier 1925, puis mutée avec lui à Méron (Maine-et-Loire), elle resta en poste dans cette dernière commune jusqu'à leur retraite, prise ensemble en 1933. Elle exerça de nombreuses responsabilités nationales dans la FNSI puis la FUE qui lui confia le secrétariat fédéral à l'Internationale de l'Enseignement. Elle avait adhéré elle aussi au Parti socialiste avant 1914, puis au Comité pour la Reprise des Relations Internationales pendant la guerre, au Comité de la III^e Internationale en 1919, et enfin au Parti communiste, qui devait l'exclure en 1930. En 1932, la police sait que Louis et Gabrielle Bouët ne sont plus membres du PC, mais sans doute en raison de leurs « antécédents », ils sont (à nouveau) inscrits au carnet B.

- **Ernest CUSSY**, né le 17 août 1881 à Angers, cordonnier, antimilitariste, « un des éléments les plus extrémistes du Parti communiste – considéré comme anarchiste – fréquente assidument les réunions communistes », nous dit sa fiche individuelle, qui doit dater du début des années 20. Ernest Cussy avait été élu

³⁰ Il publia au contraire un compte rendu très critique de ce qu'il avait vu en URSS dans *Le Libertaire*.

³¹ François Bonnaud est mort le 29 octobre 1981 à Saint-Sylvain d'Anjou (Maine-et-Loire). Ses Carnets ont été publiés par les Editions du Centre d'histoire du travail de Nantes en octobre 2008, sous le titre *Carnets de luttas d'un anarcho-syndicaliste (1896-1945)*. Le récit du *Voyage à Moscou* y figure pages 91 à 148.

³² Alliance électorale - victorieuse aux élections législatives du 11 mai 1924 - constituée par le Parti radical d'Edouard Herriot et le Parti socialiste SFIO de Léon Blum.

³³ Cf. Louis Bouët, *Trente ans de combat*, l'Amitié par le livre, s. d. (Mémoires militants de Louis Bouët, publiés après son décès à Saumur le 9 juillet 1969).

³⁴ Selon un rapport de police du 10 juin 1932, la cellule communiste de Saumur avait été dissoute le 26 mars 1930 à la suite du conflit entre Bouët et les partisans de « la ligne du parti » (ADML, 4 M 6 30).

trésorier fédéral, adjoint puis titulaire, du PC de Maine-et-Loire en 1921-1922. Selon un indicateur de police, au cours d'une réunion communiste tenue le 3 janvier 1923 au restaurant coopératif de la rue Hoche, Cussy aurait même - en vain - « demandé l'exclusion du parti communiste de tous les intellectuels ». Le 4^{ème} congrès de l'IC, en novembre 1922, venait certes de décider de l'exclusion des francs-maçons, ce qui venait d'entraîner le 1^{er} janvier la démission du secrétaire général du PC français, l'instituteur révoqué L-O Frossard, mais de là à vouloir chasser tous intellectuels, il y avait une marge que le PC ne franchit pas... En revanche, selon la lettre du 30 avril 1935 du Préfet de Maine-et-Loire à la Sûreté, c'est Cussy lui-même qui fut exclu du PC en mai 1927, ce qui ne lui évita pas d'être toujours classé « dangereux » par la police en 1932.

- **Léon GUILLET**, allumettier, né le 17 octobre 1896 à Beaucouzé, borgne de l'œil gauche, médaille militaire et croix de guerre. « Communiste de la fraction extrémiste, très violent, antimilitariste notoire, ivrogne, brutal, de mauvaise moralité », nous dit sa fiche de police. Guillet ne fait pas partie de l'équipe des fondateurs du PC angevin, mais par son métier, il a dû être recruté par les communistes de Trélazé, où se trouvait une manufacture d'allumettes, pépinière de militants anarchistes et révolutionnaires avant 1914 (Léon Jouhaux lui-même, allumettier à Aubervilliers et secrétaire général de la CGT de 1909 à 1947, était en liaison directe avec les militants ardoisiers et allumettiers de Trélazé). En 1932, Guillet, qui réside encore chez sa mère à Beaucouzé, fait partie de cette génération meurtrie et révoltée par la Première Guerre mondiale.

- **Albert HERNOT**, né le 20 novembre 1891 à Landerneau (Finistère), ouvrier charron aux ateliers de la ligne PO d'Angers, « militant communiste extrêmement actif », ancien membre du comité départemental communiste de Seine-et-Oise, « secrétaire responsable du comité cantonal de Longjumeau et de la cellule gare de Juvisy qu'il avait créée » en 1927. Hernot, « antimilitariste acharné » avait dû quitter « par mesure disciplinaire »³⁵ les ateliers PO de Juvisy (Seine-et-Oise). Il était arrivé en 1930 à Angers, où il travaillait à la gare Saint-Laud. Auparavant, il avait été candidat du Bloc ouvrier et Paysan aux législatives de 1924 dans le Finistère. Son inscription au carnet B le suivait à la trace, d'un département à l'autre. Déporté à Dachau, il y mourut le 28 mars 1945.

- **Alexis RAVENEAU**, né le 12 août 1887 à Auverse (Maine-et-Loire), domicilié dans ce même département à Mouliherne, depuis 1927 facteur aux chemins de fer de l'Etat, gare de Linières-Bouton. Classé au carnet B de la Sarthe après avoir organisé une réunion communiste à Montbizot³⁶ le 2 février 1924, Raveneau a dû militer un moment dans la Sarthe, avant de revenir en Maine-et-Loire, où son inscription le suivit.

- **Georges SOYEUX**, né le 8 janvier 1911 à Poitiers, sellier, demeurant à Sermaise (petit village de Maine-et-Loire), « militant très actif de l'Union anarchiste ». Soyeux a été inscrit au carnet B suite à une lettre du 27 mai 1931 adressée par lui au préfet de la Vienne et qui fut publiée dans *Le Libertaire* : il y exprimait son refus de se présenter devant le conseil de révision. Sa fiche ne comprend pas d'indication de « mesure à appliquer ». On retrouve là le courant anarchiste visé aux débuts du carnet B. A noter que Soyeux n'est pas originaire du Maine-et-Loire mais de la Vienne.

Si l'on fait le bilan de cette liste d'inscrits au carnet B en 1932, on peut faire les constatations suivantes :

- sur le plan politique, d'abord, en conformité avec les nouveaux critères de « dangerosité » retenus par l'Etat, sur les 14 noms cités, ce sont les militants communistes, encore membres (7) ou récemment exclus (3) qui sont les plus nombreux. Les militants anarchistes, nombreux avant 1914, sont désormais nettement minoritaires au palmarès de l'antimilitarisme.

- du point de vue de l'âge et de la situation de famille, on relève un seul « jeune », Soyeux (21 ans), qui vient de braver les autorités civiles et militaires l'année précédente, et un seul « ancien », Hamelin (68 ans). Tous les autres sont des adultes dans la force de l'âge, entre 36 ans (Guillet, Bonnaud, qui ont fait la guerre) et 54 ans (Oger, le saboteur d'avant-guerre). Certains sont mariés voire pères ou mères de famille (les Bouët, Bonnaud, Hernot, mais Georgette Bodineau ne s'est mariée qu'en 1945, à 55 ans, et n'a pas eu d'enfants). Pour les autres, soit la majorité, il

³⁵ Selon les formules utilisées dans la fiche de police figurant dans un dossier daté du 5 juillet 1932 (ADML, 4 M 6 30).

³⁶ Commune située à une vingtaine de km au nord du Mans.

n'y a pas d'indications de mariage, ce qui ne veut pas dire qu'ils étaient tous célibataires, mais leur activité militante était sans doute difficilement compatible avec une vie de famille rangée...

- du point de vue du genre, les hommes prédominent nettement, mais pour un département conservateur comme le Maine-et-Loire, la présence de deux femmes sur 14 inscrits (environ 15 % de la liste) n'est pas si ridicule... Par comparaison, en 2013, il n'y a encore que 7 femmes sur 41 conseillers généraux en Maine-et-Loire, soit 17 % !

- selon le critère géographique, on constate aussi que ces militants menacés par la répression du fait de leurs idées ou de leurs actes, sont relativement mobiles : sur 14, plus du tiers (5) sont originaires d'autres départements, notamment des départements voisins (Loire-Atlantique, Sarthe, Vienne), mais aussi du Finistère. De plus, trois d'entre eux (Donatien Etourneau, Georgette Bodineau et Albert Hernot) sont partis militer à un moment ou à un autre dans la région parisienne, où le Parti communiste était nettement mieux implanté qu'en Maine-et-Loire.

- on constate aussi que plusieurs inscrits au carnet B ont exercé ponctuellement des responsabilités nationales (le couple Bouët dans la FUE et à la tête de *L'Ecole Emancipée*), voire internationales (Georgette Bodineau et François Bonnaud ont tous les deux fait le voyage de Moscou). Cependant, seule Georgette Bodineau est devenue permanente (de la CGTU).

- sur le plan sociologique, en dehors de la catégorie des « intellectuels » représentée par le colporteur de presse libertaire Hamelin et par le couple d'instituteurs publics Gabrielle et Louis Bouët, l'écrasante majorité des militants ciblés par la police est composée d'employés ou d'ouvriers. Et parmi ces derniers, les ouvriers des vieux métiers artisanaux (Soyeux, sellier, et Cussy, cordonnier) sont nettement moins nombreux que les ouvriers ou ouvrières d'industrie... qui sont tous les sept membres orthodoxes du PC, sauf François Bonnaud (qui d'ailleurs passera en 1935 le concours de facteur-receveur). On tient là le « profil-type » du militant communiste des années 30 à 50 : un ouvrier travaillant dans le secteur privé, notamment dans la métallurgie.

- pour finir, si l'on se projette légèrement au-delà de la période entrevue dans cet article (l'entre-deux-guerres), on voit aussi que deux des 7 militants restés « communistes orthodoxes », donc « staliniens », Ernest Legoff et Albert Hernot, ont été déportés en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale, dans des camps de concentration où ils ont trouvé la mort.

Les fiches individuelles : les militants radiés entre 1934 et 1938

C'est en fait le premier dossier de la cote 1 R 2111. Bien qu'il soit intitulé « Correspondances relatives aux inscrits au carnet B », en réalité il n'est pas seulement constitué de « correspondances » au sens propre, mais aussi d'un ensemble de fiches individuelles. Sur sa couverture figure par ailleurs la mention manuscrite « périmé ».

Les premières de ces fiches sont celles des 7 militants qui figurent sur les tableaux récapitulatifs de 1932 et 1934 mais pas sur celui de septembre 1938. Ils ont donc été radiés entre ces deux dates. Dans l'ordre de classement, il s'agit de :

- **Georges SOYEUX** : depuis son coup d'éclat de 1931 (il a alors 20 ans), Soyeux n'a plus fait parler de lui³⁷. Il est donc rayé du carnet B.

- **Ernest CUSSY** : selon la lettre du 30 avril 1935 du Préfet de Maine-et-Loire à la Sûreté nationale, Cussy a été exclu du PC en mai 1927, et n'est alors plus considéré comme dangereux.

- **Donatien ETOURNEAU** : sa fiche porte la mention manuscrite « à rayer ».

- **Léon GUILLET** : idem.

- **Emile HAMELIN** : idem (il a plus de 70 ans).

- **Julien OGER** : idem.

- **Alexis RAVENEAU** : candidat communiste aux élections législatives d'avril 1936 dans sa circonscription d'origine, celle de Baugé, il n'y obtint que 245 voix sur 17 112 suffrages exprimés, soit à peine 1,43 %³⁸. Sa fiche porte aussi la mention manuscrite « à rayer ».

³⁷ Nous n'avons retrouvé sa trace ni dans le *Maitron*, ni dans le dictionnaire en ligne du mouvement anarchiste (<http://militants-anarchistes.info/>).

Si l'on fait le bilan de ce premier groupe de radiations datant vraisemblablement du début du Front populaire, on constate qu'il concerne certes deux militants anarchistes, l'un très jeune (Soyeux), l'autre très âgé (Hamelin), mais surtout, pour l'essentiel, des militants ou anciens militants du Parti communiste.

En effet, ce dernier avait abandonné en 1934 l'orientation ultra-sectaire dite « classe contre classe » adoptée sous l'influence de Staline en 1928 et dirigée davantage contre le parti socialiste, alors qualifié de « social-fasciste », que contre l'extrême-droite³⁹. Il s'était orienté, à partir de 1935, vers la politique dite de « Front populaire »⁴⁰, c'est-à-dire d'union avec le Parti socialiste et le Parti radical. Cette nouvelle orientation était la conséquence directe du revirement de la politique internationale de l'URSS en vue d'une alliance avec les « démocraties », après l'arrivée au pouvoir du parti nazi (Hitler avait été nommé chancelier le 30 janvier 1933).

C'est ainsi que le 2 mai 1935 fut signé à Paris par Pierre Laval, alors ministre des Affaires Etrangères, et l'ambassadeur soviétique, un « traité d'assistance mutuelle » en cas d'agression de l'un des deux pays. Ce traité, qui ne fut d'ailleurs jamais mis en œuvre, notamment du fait du pacte germano-soviétique du 23 août 1939, eut surtout pour conséquence de réintégrer le Parti communiste dans la « communauté nationale ». En effet, la déclaration commune faite ensuite à Moscou le 14 mai par Staline et Laval précisa : « M. Staline comprend et approuve la politique de défense nationale faite par la France », ce qui condamnait ouvertement l'activité antimilitariste du parti français... Ce dernier confirma le revirement quelques jours plus tard en placardant partout une affiche intitulée « Staline a raison ». Et le Parti communiste finit par voter les crédits militaires, pour la première fois depuis sa fondation, en décembre 1936.

Ainsi, le traité franco-soviétique impliquait le renforcement de la Défense nationale française face à l'Allemagne nazie, et donc pour le PC de renoncer au « travail anti » (c'est-à-dire antimilitariste) mis en œuvre dans les années 20, ainsi qu'aux cellules clandestines dans l'armée (et à l'anticolonialisme également, d'ailleurs). Il n'est donc pas étonnant que la plupart des militants communistes aient été radiés du carnet B entre 1935 et 1938. C'est aussi dans cette période (1936-1938) que le Parti communiste s'intégra - pour la première fois depuis sa fondation en 1920 -, à une majorité parlementaire, même s'il avait fait le choix de ne pas entrer au gouvernement de Léon Blum. Le PCF se présentait donc désormais comme un *parti patriote*.

En novembre 1938, après la capitulation de Munich, le Parti communiste alla même plus loin, jusqu'à proposer - sans succès - d'élargir le Front populaire pour « réaliser autour de lui une véritable unité française »⁴¹, c'est-à-dire de s'entendre avec au moins une partie de la droite parlementaire pour faire face aux ambitions de l'Allemagne nazie et à la guerre qui approchait. On était bien loin des 21 conditions acceptées au congrès de Tours en décembre 1920. En tout cas, le caractère éminemment politique de la radiation des militants communistes du carnet B au temps du Front populaire nous est confirmé par l'absence totale de ceux-ci dans le tableau récapitulatif du 30 septembre 1938 que nous verrons plus loin.

Par ailleurs, dans cette période, d'autres militant-e-s communistes ont été radié-e-s du carnet B de Maine-et-Loire car ils ont tout simplement quitté le département :

- le dossier d'**Ernest LEGOFF**, reparti militer en Loire-Inférieure, a été transféré à la préfecture de ce département le 22 octobre 1934,
- **Georgette BODINEAU** a été radiée du carnet B de Maine-et-Loire en octobre 1936, quand la police s'est enfin aperçue qu'elle ne résidait plus à Angers mais à Paris.
- **Albert HERNOT**, qui avait été réintégré aux ateliers PO Midi de Juvisy au printemps 1937, a été radié du carnet B de Maine-et-Loire le 10 juillet suivant, car il était retourné habiter à Athis-Mons (Seine-et-Oise).
- un certain **Antoine DUMONT**, originaire du Lot-et-Garonne, « facteur mixte à la gare », militant communiste ayant voyagé en Angleterre, mais aussi 15 jours à Barcelone en septembre 1934, « en période de

³⁸ *Le Petit Courrier*, édition du lundi 27 avril 1936, page 2.

³⁹ Cette politique qui facilita l'accession au pouvoir des nazis fut dénoncée inlassablement par Trotsky qui préconisait le Front unique des partis ouvriers (socialistes et communistes) face à l'extrême-droite.

⁴⁰ Le nom officiel de cette alliance conclue en vue des élections législatives de 1936 était « Rassemblement populaire ».

⁴¹ Discours de Maurice Thorez, secrétaire général du PCF, à Lyon, 5 novembre 1938.

troubles communistes », demeurant à Noyant-la-Gravoyère, est lui aussi rayé le 7 avril 1937, et son dossier transféré en Seine-et-Oise (il habite désormais Poissy).

Enfin, une réponse du préfet à la Sûreté en date du 30 avril 1935 nous informe que les 6 militants « anarchistes » recensés par le commissaire spécial d'Angers ne sont plus dangereux : il s'agit d'Emile Hamelin (voir plus haut), René Gicquel, en fait ancien maire communiste de Noyant-la-Gravoyère⁴², Louis Moreau, André Cahier (décédé), Adolphe Groussin⁴³ et Ernest Cussy, lui aussi ancien communiste, exclu du PC en mai 1927, déjà cité.

D'autres militants anarchistes, communistes ou syndicaliste CGTU fichés à un moment ou à un autre par la police dans les années 20 et 30 ne figurent pas au carnet B ni en 1932 ni en 1934, ni d'ailleurs en 1938. Il s'agit de :

- **Germinal LELIEVRE**, né à Allemond (Isère) le 14 avril 1901, fendeur d'ardoises à Trélazé, militant anarchiste, syndiqué d'abord à la CGTU, puis à la CGT SR (Syndicaliste-Révolutionnaire), candidat aux législatives de 1924 dans la 1^{ère} circonscription d'Angers, où il obtint, d'après un rapport de police de 1932... 4 voix. Dans *L'Anjou communiste* du 10 juin 1922, Germinal Lelièvre avait d'ailleurs fait l'apologie du « syndicalisme anti-étatique ».

- **François GOHIER**, né le 15 juin 1900 à Angers, gérant de la coopérative du 31 rue Pierre-Lise en 1932. Il avait été repéré par la police pour avoir reçu en juillet-août 1928 un « permis permanent » de visite à un dirigeant national des Jeunesses communistes, Magnien, alors détenu à la Maison d'arrêt d'Angers. Secrétaire de la cellule 76 d'Angers, il fut candidat du PC pour la circonscription de Baugé aux législatives de 1932 (il obtint 69 voix, soit 0,39 % des suffrages exprimés).

- **Adolphe GROUSSIN** né le 27 novembre 1887 à Bourg-l'Évêque (Maine-et-Loire). Il était ouvrier fendeur aux ardoisières de Misengrain et secrétaire adjoint du syndicat CGTU en 1923. Présenté par un rapport de police de 1930 comme ayant une « mauvaise moralité », il était qualifié « d'antimilitariste violent et communiste », et aurait eu à son actif « plusieurs condamnations pour outrages, vol et chasse »... En 1932, Groussin aurait été « délégué à la propagande » du PC selon une fiche de police. En 1935, la police estima qu'il n'était plus dangereux.

- **Jules CROSNIER**, charron, né en 1871, demeurant 3 chemin de Roc-Epine à Angers. Membre de la SFIO, puis du PC, secrétaire du groupe Angers-Doutre en 1921, candidat communiste aux élections municipales du 5 mai 1929 dans la Doutre, il ne recueillit alors que 54 voix (3,47 % des suffrages exprimés). En juin 1930, il était secrétaire fédéral du PC de Maine-et-Loire.

- **Roger CROSNIER**, né en 1897, fils du précédent, charron lui aussi, demeurant à la même adresse que son père. Secrétaire du syndicat CGTU de la Voiture-Aviation, rebaptisé syndicat des carrossiers en 1922, il fut ensuite secrétaire-adjoint du syndicat unitaire des Métaux et parties similaires du Maine-et-Loire en 1930. Ouvrier chez Bessonneau, il participa à la grève de janvier-février 1926, qui se solda par la quasi-liquidation des deux syndicats CGTU (Textile et Métaux) et plusieurs dizaines de licenciements touchant les supposés « meneurs », dont lui-même⁴⁴.

- **Edmond BAZOT**, né le 20 octobre 1890 à Ambillou-Château (Maine-et-Loire), instituteur public à Angers. Militant à la FNSI avant-guerre, puis à la FUE aux côtés de Louis Bouët, il suivit ce dernier au PC, dont il fut lui aussi exclu en 1930. Célibataire, de faible constitution selon Maurice Poperen, Edmond Bazot décéda d'une pneumonie le

⁴² Né le 27 avril 1879 à Sainte-Marie, arrondissement de Redon (Ille-et-Vilaine), militant syndicaliste anarchiste, **René Gicquel** quitta en 1921 la région parisienne où il avait participé à la fondation du « Soviet d'Argenteuil-Bezons ». Il commença à travailler aux ardoisières de Misengrain (commune de Noyant-la-Gravoyère) en décembre 1921, où selon la police il fit très tôt de la « propagande communiste » et fonda le syndicat CGTU. Elu conseiller municipal de Noyant-la-Gravoyère, dans l'arrondissement de Segré (Maine-et-Loire) le 10 mai 1925, il fut choisi comme maire le 17 mai et le demeura jusqu'aux élections du 19 mai 1929 : la liste communiste fut alors battue (il en fut le seul élu). Il resta ensuite conseiller municipal jusqu'en octobre 1934, date à laquelle il dut quitter la commune. Membre du Parti communiste depuis 1925, il fut candidat aux élections législatives de 1928, dans l'arrondissement de Segré (586 voix) ; il le fut à nouveau en 1932 et recueillit 228 voix. Il tenait alors un débit de boissons à Misengrain, commune de Noyant et c'est chez lui que se réunissait le bureau de la cellule 86. Syndiqué depuis l'âge de vingt-trois ans, Gicquel travailla ensuite dans la société des Transports en commun de la région parisienne (TCRP), puis dans les produits chimiques (d'après la biographie rédigée par Maurice Poperen pour le *Maitron*).

⁴³ Dont le cas est examiné plus loin.

⁴⁴ Cf. Jacques Bouvet, *Bessonneau Angers*, SEA, Angers, 2002, pages 201-202.

24 décembre 1933. Secrétaire du Syndicat de l'Enseignement laïque (CGTU) de Maine-et-Loire, Bazot était certainement aussi antimilitariste que Louis Bouët, mais la police ne daigna pas l'inscrire au carnet B en 1932...

- **Célestin DUBOIS** (1895-1977), une des principales figures du PC à Angers dans la seconde moitié des années 30. Adversaire acharné des trotskystes dans la CGTU, il ne quitta Tours pour Angers qu'en 1935, pour participer à la réunification syndicale CGT-CGTU, d'où il sortit secrétaire adjoint de l'Union départementale CGT. En 1939, Célestin Dubois était secrétaire départemental du PCF. Il avait dû être inscrit au carnet B en Indre-et-Loire, car il fut interné par le gouvernement de Vichy d'août 1940 à juillet 1943. Placé en résidence surveillée dans l'Indre, il passa alors dans la clandestinité. Résistant, installé en Seine-Inférieure en juin 1944, il y représenta le PCF au sein du Comité départemental de Libération, et fut élu au Conseil général de ce département (canton de Sotteville) de 1945 à 1973, puis au Conseil de la République (1946-1948).

- **René GIRAULT**, né à Angers le 1^{er} mars 1907. Lui aussi fut une figure marquante du PC en Maine-et-Loire, où il demeura après la guerre. Ouvrier métallurgiste, il adhéra à la CGTU à 17 ans à Nantes, en septembre 1924⁴⁵, ainsi qu'aux Jeunesses communistes. Revenu à Angers en 1925, il repartit assez rapidement à Paris, puis fit son service militaire de 18 mois à Haguenau (au nord de Strasbourg) en 1927-1928. Membre du PC en 1930, il fut emprisonné 387 jours à Tours en 1931-1932 pour « excitation de militaires à la désobéissance »⁴⁶, en fait pour délit de presse, comme gérant de l'Avant-garde, l'hebdomadaire communiste régional, et pour un article qu'il n'avait pas écrit. Libéré, il fut alors embauché à la coopérative de la Madeleine, rue de la Juiverie (aujourd'hui rue Anne-Frank) à Angers, et ce jusqu'à la guerre. Secrétaire de l'Union locale Angers-Trélazé de la CGTU en 1934, il était considéré alors par la police comme un « militant communiste convaincu et violent ». Candidat aux élections législatives de 1936 dans la 1^{ère} circonscription d'Angers, il obtint 991 voix, soit 5,65 % des suffrages exprimés. Prisonnier de guerre à Cottbus en Brandebourg, il fut conseiller municipal communiste d'Angers à la Libération, candidat aux législatives du 21 octobre 1945, secrétaire général (1947-1948) puis secrétaire adjoint de l'UD-CGT.

En réalité, les militants radiés ou absents du carnet B officiel n'en avaient pas pour autant fini avec la police : le fait que ce dossier portant la mention « périmé » ait été conservé nous montre au contraire que les autorités gardaient précieusement les fiches individuelles des radiés, au cas où elles pourraient servir à nouveau, notamment en cas de revirement politique. C'est ce qui se produisit d'ailleurs au lendemain du Pacte germano-soviétique du 23 août 1939, dont l'approbation par le PCF entraîna immédiatement sa mise au ban : la presse communiste fut saisie puis interdite et le Parti lui-même fut dissous le 26 septembre. De nombreux militants communistes furent alors emprisonnés, notamment une partie des députés qui avaient approuvé le Pacte⁴⁷, et certains d'entre eux furent soit fusillés comme otages⁴⁸, soit déportés dans des camps de concentration français ou allemands.

Le sort réservé aux républicains espagnols et aux antinazis autrichiens et allemands

Comme indiqué au début de cet article, la police ne s'intéressait pas qu'aux « agitateurs » français, elle avait aussi dans son collimateur les étrangers, à plus forte raison s'ils étaient révolutionnaires. C'est ainsi que l'on trouve dans l'ensemble des documents de la cote 1 R 2111 le dossier individuel d'un certain **Garro ECHEZAR** (en fait Echezar Garro), un militant basque espagnol qui avait participé à l'insurrection des Asturies d'octobre 1934 et s'était réfugié

⁴⁵ Cf. *Une heure avec René Girault*, entretien avec l'Amicale Benoît Frachon, Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches Marxistes, n° 43, 1990, pages 27 à 52. René Girault est décédé en 1990, peu après cet entretien.

⁴⁶ Selon un rapport du commissaire spécial d'Angers au préfet, daté du 26 décembre 1934.

⁴⁷ Environ un tiers des 72 députés communistes élus en 1936 ont désavoué le Pacte et été exclus du PCF. Certains fondèrent le Parti Ouvrier et Paysan Français, comme Marcel Gitton, membre du Bureau Politique de 1932 à 1939, qui fut abattu sur ordre du PC le 4 septembre 1941. Les autres députés, restés fidèles au Parti, furent déchus de leurs mandats le 19 janvier 1940, 44 furent condamnés à des peines de prison par un tribunal militaire le 3 avril 1940, et 27 furent détenus à la prison centrale de Maison-Carrée à Alger entre mars 1941 et février 1943. Quant à l'ancien député communiste de la Somme, le cheminot Jean Catelas, il fut guillotiné le 24 septembre 1941. Cf. Guillaume Bourgeois et Denis Peschanski, *Les députés communistes devant leurs juges*, in Jean-Pierre AZEMA, Antoine PROST, Jean-Pierre RIOUX, *Le Parti communiste français des années sombres, 1938-1941*, Editions du Seuil, Paris, 1986, pages 94 à 102..

⁴⁸ Comme le jeune Guy Môquet, fusillé avec 26 autres otages à Châteaubriant (Loire-Atlantique), le 22 octobre 1941.

en France. Une fiche signale qu'il a quitté Angers le 1^{er} mars 1936 pour regagner l'Espagne, où le Front populaire venait de remporter les élections⁴⁹.

Mais ce dossier ne se limite pas à la fiche du militant basque. Il contient aussi une liste - nationale - ronéotypée de 84 révolutionnaires espagnols, dont Fernando Claudin⁵⁰, « susceptibles d'être inscrits au carnet B spécial », le répertoire arbitraire des « étrangers indésirables ». Ce qui est le plus stupéfiant concernant cette liste, c'est qu'elle vise les partisans du Front populaire espagnol arrivé légalement au pouvoir en février 1936... et qu'elle a été adressée - aux préfets et au gouverneur de l'Algérie - conjointement par le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et par la Direction générale de la Sûreté nationale le 4 juin 1936, la veille de la formation du ministère Blum ! Ce n'est pas complètement un hasard, le Président du Conseil sortant n'étant autre ... qu'Albert Sarraut, l'anticommuniste forcené ! En tout cas, à travers cet épisode politico-policiier, on perçoit bien la continuité de l'Etat malgré les changements de majorité au Parlement.

Dans la même veine, le dossier contient d'ailleurs des feuillets ronéotypés du ministère de l'Intérieur, datés du 31 mars 1936, dressant la liste de 119 étrangers (112 allemands, 5 autrichiens, 2 russes) « vainement recherchés dans le département de la Seine ». Il s'agit essentiellement de militants communistes, et l'on n'y trouve qu'un seul (!) membre du parti nazi...

Ce fichage des militants de gauche allemands, autrichiens (juifs ou non-juifs) ou espagnols préfigure le sort qui leur sera réservé en 1939, pour ces derniers dès la fin de la guerre civile, pour les autres à la déclaration de guerre : l'internement dans les camps de concentration de la III^e République, en attendant leur livraison aux autorités nazies...⁵¹

De « nouvelles cibles » dans le carnet B de septembre 1938

Si le Parti communiste avait renoncé en 1935 à son activité antimilitariste, ce ne fut pas le cas des groupements dits « trotskystes »⁵² de l'époque : successivement la **Ligue communiste** (1930-1934), puis le **Groupe bolchévik-léniniste** (GBL) de la SFIO, exclu de ce parti à l'automne 1935, auquel succéda le **Parti ouvrier internationaliste** (POI) de Pierre Naville et David Rousset, fondé en juin 1936 et dont le **Parti communiste internationaliste** (PCI) se détacha à l'automne suivant, autour de Pierre Frank et Raymond Molinier, deux « trotskystes historiques » pourtant désavoués à cette occasion par Trotsky lui-même.

C'est ainsi que fin septembre 1938 le préfet de Maine-et-Loire fit lacérer par la police des affiches du POI apposées à Saumur. En effet, celles-ci, ainsi que des « tracts verts » du même groupe, dénonçaient la « défense nationale », la « guerre impérialiste », et appelaient à la « révolution socialiste mondiale ». Le procureur de la République, quant à lui, décida de faire rechercher les auteurs des tracts et les colleurs d'affiches. Les soupçons se

⁴⁹ Peut-être s'agit-il d'un parent de José Maria Echezar Garro, né à Oria, Urnieta, Guipozcoa, le 13 mars 1923, décédé à Angers à 87 ans le 31 mars 2010. En effet, en 2008, à 85 ans, M. Echezar Garro écrivit au juge espagnol Garzon pour lui exposer la tragédie vécue sa famille : lui-même étant réfugié en France en 1936, à l'âge de 13 ans, il perdit son père et ses trois frères dans la guerre civile. L'un d'entre eux, Federico Echezar Garro est indiqué comme « mort au Front » le 9 août 1936 sur une liste des victimes du Franquisme au Pays basque. Un autre, Bernardino, né le 11 mars 1915 aurait été fait prisonnier à Santander en 1937 et aurait disparu après une tentative d'évasion du camp de concentration de Miranda de Ebro. Le troisième, Eustaquio, est mort en 1942 des suites des mauvais traitements subis dans la prison d'Ondarreta à Saint-Sébastien.

⁵⁰ Militant des Jeunesses communistes espagnoles, puis dirigeant du PC, Fernando Claudin (1915-1990) fut exclu du Comité exécutif du PCE en 1964, en même temps que Jorge Semprun. Rentré en Espagne après la mort de Franco, il adhéra alors au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

⁵¹ Sur les camps de concentration français, lire l'ouvrage d'Anne Grynberg, *Les camps de la honte*, La Découverte, Paris, 1991. Le livre est centré sur le sort des internés juifs des camps français de 1939 à 1944, mais il détaille dans sa première partie, pages 17 à 87, la genèse de ces camps. Voir aussi *Odyssée pour la liberté, Les camps de prisonniers espagnols 1939-1945*, de Marie-Claude Rafaneau-Boj, Denoël, Paris, 1993.

⁵² Je mets des guillemets à cette dénomination, qui était celle utilisée alors par les partisans de Staline. Les opposants de gauche à ce dernier et à ses continuateurs se sont présentés selon les périodes comme « bolchéviks-léninistes », « communistes internationalistes », « marxistes révolutionnaires », etc.

portèrent aussitôt sur la principale figure du petit groupe trotskyste de Saumur, le postier Marcel Baufrère. Ce dernier, qui avait tout juste 24 ans, avait quitté les Jeunesses socialistes en octobre 1936 pour fonder les Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR), liées au POI. Interrogé par la police, Marcel Baufrère nia avoir collé les affiches, reconnu avoir distribué des tracts, mais pas forcément celui qui était incriminé. Finalement, il fut inculpé de « provocation à l'insoumission ». Cette accusation tomba bien évidemment lors du procès, les avocats de la défense n'ayant pas eu beaucoup de mal à démontrer que la position léniniste à laquelle se rattachait le POI n'était pas de prôner cette attitude en cas de guerre. Baufrère fut donc relaxé par jugement du 30 mars 1939. Bien entendu, cette relaxe ne lui évita pas d'être maintenu au carnet B...

De même, par une circulaire du 26 décembre 1938, la direction générale de la Sûreté nationale demanda aux préfets de collecter des renseignements sur les « partis extrémistes », dont le Parti socialiste ouvrier et paysan de Marceau Pivert (PSOP), le PCF (le Front populaire venait de se disloquer et la droite était revenue au gouvernement grâce au retournement d'alliances du Parti radical), le POI et le PCI, les groupements anarchistes (Fédération anarchiste française et Union anarchiste), ainsi que « les organisations d'extrême-droite à tendances monarchistes ».

Inutile de dire qu'aucun monarchiste ne fut inscrit au carnet B du Maine-et-Loire, ni d'ailleurs aucun membre des partis d'extrême-droite qui comme le PPF de Doriot collaborèrent avec l'occupant nazi de 1940 à 1945 ! En revanche, figure dans la réponse du préfet, datée du 30 janvier 1939⁵³, l'organigramme détaillé du PCF, avec les noms de tous les principaux militants ou adhérents. Visiblement, le PCF faisait à nouveau partie des « ennemis intérieurs »⁵⁴... De même, l'activité du POI - certes beaucoup moins importante que celle du PCF - est détaillée et les noms de ses principaux activistes cités⁵⁵.

De leur côté, les syndicalistes révolutionnaires, les anarchistes, qui avaient eux aussi maintenu une propagande antimilitariste, ne furent pas oubliés par la Sûreté : à défaut de « groupement anarchiste constitué » en Maine-et-Loire, le rapport du préfet de janvier 1939 cite les noms d'une demi-douzaine de « militants », dont trois étaient inscrits depuis l'automne 1938 au carnet B : Bardelay, Klein et Michelet. A l'époque, le seul groupement relevant de cette catégorie selon la police était la CGT-SR de Trélazé qui aurait eu 72 cotisants. Le préfet, qui reprenait les rapports de ses subordonnés, nota à propos de ceux-ci : « Ce sont en général des jeunes gens violents et décidés qui tentent de transformer en bagarre les manifestations les plus pacifiques »...

Dans ce dossier des « partis extrémistes » datant de début 1939, figurent aussi les fiches individuelles de la plupart des responsables ou anciens responsables du PCF (notamment Célestin Dubois et René Girault, mais aussi Henri Gohard), qui étaient donc toujours sous surveillance à la veille de la guerre, et du POI, sauf celle de Marcel Baufrère, qui venait de quitter Saumur.

Quant au carnet B proprement dit, le nouvel état des inscrits se présente ainsi au 30 septembre 1938⁵⁶ : il n'y a aucun inscrit au titre des groupes I (étrangers non suspects, mais proches de lieux stratégiques), II (Français suspects d'espionnage) et IV (étrangers jugés « indésirables », catégorie appelée auparavant « carnet B spécial », qui fut rajoutée au tableau général du carnet B suite à une circulaire du 16 juillet 1938⁵⁷). De fait, seule la rubrique du groupe III est renseignée : elle contient onze noms, ceux qui sont, du moins aux yeux de la police, les principaux antimilitaristes de Maine-et-Loire.

La liste est comme d'habitude alphabétique :

- **Lucien AUVIGNE**, né le 8 juillet 1903 à Agen, sans profession, « militant du mouvement autonomiste breton Breiz-Atao ». Si la mention de ce personnage paraît de prime abord anecdotique, elle traduit une menace réelle : en effet, l'un des principaux dirigeants de ce mouvement, le Parti national breton (PNB), dont *Breiz Atao*

⁵³ ADML, 1 M 6 86.

⁵⁴ Notons au passage qu'Albert Sarraut s'était réinstallé durablement au Ministère de l'Intérieur le 10 avril 1938 (ministère Daladier). Il ne le quitta pour l'Education nationale que le 21 mars 1940 (ministère Paul Reynaud).

⁵⁵ Le PSOP et le PCI n'avaient pas de militants - du moins connus de la police - dans le département.

⁵⁶ ADML, 1 R 2111.

⁵⁷ Sont visés dans ce groupe IV les étrangers qui "*par leurs actes, discours, écrits, propagandes, seront considérés comme dangereux ou ceux qui seront estimés susceptibles de se transformer en agitateurs à la faveur d'un incident sérieux*".

MAINE-ET-LOIRE						
NOM	Prénoms	Nationalité	Profession	Né le	à	Motifs sommaires de l'inscription
	<u>GROUPE I</u>					
	néant					
	<u>GROUPE II</u>					
	néant					
	<u>GROUPE III</u>					
AUVIGNE	Lucien, Pierre, Alfred	française	actuellement sans profession	8 juillet 1903	à Agen	militant du mouvement autonomiste breton "Breiz-Atao"
BARDELAY	Jean-Marie	française	retraité des Ardoisières	6 avril 1880	Sérignac (Finistère)	militant anarchiste
× BAUFRERE	Marcel, Emile, Armand	française	Employé des P.T.T.	28 juin 1914	Paris XIX ^e)	objecteur de conscience Propagandiste IV ^e Internationale
BOUET	Louis, Jean, Joseph	française	Instituteur public en retraite	6 avril 1880		actuellement militant de la IV ^e Internationale
BOUET née Dechezelles	Gabrielle	française	Institutrice en retraite	24 septembre 1885		d ^e
GOHARD dit Mauroy Charles	Henri	française	employé	25 février 1901	Angers (M. & L.)	inscription initiale en Indre-et-Loire (1933) pour activité extrémiste
GUIOCHET	Eugène, Charles	française	defendeur d'ardoises	15 août 1912	Trélazé	Secrétaire du Syndicat autonome des ardoisiers de Trélazé - affilié à la C.G.T.
KLEIN	Georges, Charles	française	Marchand forain	15 mars 1886	Lunéville M. & L.	militant anarchiste T.S.R.
× KLEIN	Georges	française	cimentier	10 janvier 1901	Saumur M. & L.	d ^e
NICHOLET	Henri, Léon	française	carrier aux Ardoisières	20 mars 1906	St Barthélémy (M. & L.)	Trésorier du Syndicat autonome des Ardoisiers de Trélazé, affilié à la C.G.T.
PANTAIS	Marcel, Roger	française	mécanicien	22 janvier 1912	Angers (M. & L.)	Militant anarchiste S.R.
	<u>GROUPE IV (Carnet B spécial)</u>					
	néant					

Inscrits au Carnet B en 1938 - ADML, 1 R 2111

(Bretagne toujours) est la publication, Olier Mordrel, pro-nazi avéré, se réfugia en Allemagne en août 1939 et collabora ensuite avec l'occupant nazi. Il fut condamné à mort en 1946 et n'échappa à la peine capitale qu'en se réfugiant en Amérique du Sud. Le mouvement nationaliste breton n'était pas entièrement orienté vers l'extrême-droite, mais Breiz Atao l'était, ses fondateurs avaient été influencés par le fascisme italien, et leurs successeurs jouèrent la carte allemande contre le centralisme français. Le PNB et sa presse étaient d'ailleurs légaux sous l'Occupation⁵⁸...

- **Jean-Marie BARDELAY**, né le 6 avril 1880 à Sérignac (Finistère), retraité des ardoisières, militant anarchiste, inconnu par ailleurs⁵⁹. Il demeure à Noyant-la-Gravoyère. Visiblement la police a eu son nom parce qu'il est abonné au *Libertaire*.

- **Marcel BAUFRERE** (orthographié de façon incorrecte Baufrière), né le 28 juin 1914 à Paris (19^e), employé des PTT, présenté comme « objecteur de conscience, propagandiste de la IV^e Internationale ». En fait, à l'époque, Marcel Baufrière était sur le point de quitter Saumur pour Paris où il prendra des responsabilités au POI, comme membre du Comité central. Il sera incarcéré le 28 août 1939 pour un article paru dans *Révolution*, l'organe des JSR, condamné à un an de prison et au passage révoqué des PTT. Libéré en juin 1940, il participa à la réorganisation du POI clandestin, et notamment au « travail allemand » (une tentative de regroupements de soldats allemands antinazis) à Brest. Arrêté dans cette ville avec sa femme par la Gestapo en octobre 1943, il fut déporté sous un nom d'emprunt en janvier 1944 à Buchenwald, où il créa une cellule trotskyste internationale. Celle-ci publia à la libération du camp, le 20 avril 1945, la « Déclaration des communistes internationalistes de Buchenwald ».

- **Louis BOUET**, (ré)inscrit au carnet B en 1932, en retraite depuis 1933, est désormais considéré par la police comme « militant de la IV^e Internationale ». En effet, Bouët avait largement influencé l'évolution de Marcel Baufrière en le mettant en garde contre la social-démocratie et le stalinisme à l'époque où ce dernier militait aux Jeunes socialistes tout en sympathisant avec l'idéal communiste. On sait aussi qu'il était présent au meeting contre les

⁵⁸ Lire sur cette question Alain Déniel, *Le mouvement breton*, Maspero, 1976.

⁵⁹ Bardelay est inconnu au Maitron ainsi qu'au Dictionnaire international des militants anarchistes (<http://militants-anarchistes.info/>).

procès de Moscou organisé par Marcel Baufrière et les JSR à Saumur en février 1937⁶⁰ et qu'il y fit une intervention en faveur du « regroupement de tous les révolutionnaires dans une 4^e Internationale »⁶¹. Cependant, dans son livre *Trente ans de combat*, consacré d'ailleurs presque exclusivement à son activité syndicale, Louis Bouët ne mentionne pas d'affiliation politique à la IV^e Internationale (il n'y évoque d'ailleurs pas davantage la période où il eut des responsabilités à la direction de la Fédération communiste de Maine-et-Loire). Néanmoins figure pages 17 à 19 de cet ouvrage un message que Louis et Gabrielle Bouët adressèrent à une réunion publique de jeunes trotskystes liés au PCI « lambertiste⁶² » à l'occasion du 50^e anniversaire de la Révolution d'octobre 1917⁶³. Ils y rendaient hommage à Léon Trotsky, qu'ils avaient fréquenté durant l'été 1916 à Paris. On peut donc raisonnablement penser que même s'ils n'en étaient pas formellement membres, c'est du courant « trotskyste » que Louis et Gabrielle Bouët se sentaient les plus proches jusqu'à la fin de leur vie. En tout cas, c'est comme « militant de la IV^e Internationale » que Louis Bouët fut effectivement arrêté par la police, à plus de soixante ans, mais seulement le 13 juin 1940, pour être envoyé en Dordogne, au château du Sablou, un camp d'internement « à régime sévère », pendant huit mois⁶⁴.

- **Gabrielle BOUET**, en retraite depuis 1933 elle aussi (elle avait élevé trois enfants tout en militant), ne fut pas arrêtée ni internée en 1940, mais elle était toujours considérée comme dangereuse en septembre 1938, car fichée en tant que « militante de la IV^e Internationale » comme son mari.

- **Henri GOHARD**, dit Charles MAUROY, né le 25 février 1901 à Angers, employé, est inscrit au carnet B de Maine-et-Loire après une « inscription initiale en Indre-et-Loire en 1933 pour activité extrémiste ». En fait, Gohard, qui avait d'abord milité aux Jeunesses communistes dans la région parisienne, avait été élu secrétaire départemental du PC à son retour en Maine-et-Loire en 1927. Instruit, bon organisateur, bon orateur, il avait essayé de développer l'influence du PC dans les entreprises, ainsi que le travail antimilitariste. La police avait d'ailleurs noté une baisse d'activité du Parti communiste et de la CGTU après son départ pour Tours en 1929. Devenu secrétaire de l'Union Locale CGTU de Tours en 1930, puis secrétaire régional adjoint de la CGTU, il fut finalement exclu du PC pour avoir tiré de son domicile sur la police à l'occasion d'une manifestation contre l'extrême-droite le 25 février 1934⁶⁵, mais il semble qu'il ait eu alors aussi des divergences politiques avec la direction du Parti communiste. René Girault indique d'ailleurs que Gohard aurait rejoint ensuite le Parti socialiste. Toujours est-il qu'en 1938 il est encore jugé suffisamment « dangereux » par la police pour être maintenu au carnet B.

- **Eugène GUIOCHET**, né le 15 août 1912 à Trélazé, fendeur d'ardoises, « secrétaire du syndicat autonome des ardoisiers d'Angers, affilié à la CGTSR » est inconnu au *Maitron*. Le *Dictionnaire international des militants anarchistes* où il est répertorié nous précise seulement que le syndicat CGT SR de Trélazé appartenait à la 15^e Union régionale...

- **Georges, Charles KLEIN**, né le 15 mars 1886 à Lunéville (Meurthe-et-Moselle), marchand forain, était inscrit en tant que « militant anarchiste ». Répertorié par le *Maitron* sous son second prénom, il fut militant syndical actif avant 1914, et secrétaire du syndicat des limonadiers de Nancy en 1920. « D'esprit libertaire », il était déjà inscrit à cette époque au carnet B de son département d'origine. Selon le rapport préfectoral déjà évoqué du 30 janvier 1939, Klein habitait Les Rosiers-sur-Loire et était lui aussi abonné au *Libertaire*...

- **Georges MEE**, né le 10 janvier 1901 à Saumur, cimentier, est lui aussi « militant anarchiste ». Le *Maitron* nous apprend qu'il était secrétaire du groupe de Saumur de l'Union anarchiste en 1937. Le *Dictionnaire des militants anarchistes* le retrouve aussi à Limoges en 1946, où il était « secrétaire de la 6^e région de la Fédération anarchiste (FA) ».

⁶⁰ Voir Les Cahiers du CESA n° 4, *Les trotskystes en Anjou (1936-1940)*.

⁶¹ Cf. *La Lutte Ouvrière*, hebdomadaire du POI, n° 32, 19 février 1937, page 4.

⁶² Groupe trotskyste dirigé par Pierre Boussel dit Lambert, concurrent de l'autre PCI dirigé par Pierre Frank entre 1952 et 1968. Le PCI de Frank fut dissous en juin 1968 et fusionna avec la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) pour former la Ligue communiste. Celui de Lambert était devenu l'OCI (Organisation communiste internationaliste) en 1965.

⁶³ Ce texte fut reproduit dans *Informations ouvrières* du 14 novembre 1967.

⁶⁴ Gabrielle Bouët fut autorisée à lui rendre visite en novembre 1940. Elle fit à ses enfants une description des conditions de vie sordides du Sablou, reproduite dans l'ouvrage de Louis Bouët, *Trente ans de combat*, déjà cité, pages 30 à 34.

⁶⁵ Dans son entretien avec l'Amicale Benoît Frachon, pages 44-45, René Girault évoque un incident similaire à Angers à l'issue d'une manifestation contre un meeting de Xavier Vallat au cinéma les Variétés, le 30 avril 1934.

- **Henri MICHELET**, né le 20 mars 1906 à Saint-Barthélémy (Maine-et-Loire), carrier aux ardoisières, est fiché comme « trésorier du syndicat autonome des ardoisiers de Trélazé, affilié à la CGTSR ». Inconnu au *Maitron*, Michelet ne l'est pas de la police, qui le considère comme « dangereux ». Son frère Marcel Michelet, né à Saint-Barthélémy le 31 janvier 1912, était lui aussi militant de la CGT SR de Trélazé⁶⁶, dont il fut à son tour trésorier en janvier 1939.

- **Marcel, Roger PANTAIS**, né le 22 janvier 1912 à Angers, mécanicien, « militant anarchiste ». En fait, il doit s'agir de Roger Pantais, né le 14 octobre 1914 à Angers, décédé en 1997 à l'âge de 82 ans⁶⁷, et membre d'une nombreuse fratrie qui milita dans les rangs libertaires : bornons-nous à citer son aîné Alexandre, qui fut arrêté à la déclaration de guerre et interné jusqu'au 1^{er} mai 1941, et son autre frère Raymond⁶⁸ avec qui il organisa des convois de ravitaillement pour l'Espagne républicaine. Membre à la fois de la CGT (section automobile du syndicat des Métaux) et de la CGT SR, Roger Pantais participa aux grèves de juin 1936, et se rendit en Espagne au début de la guerre civile. Au plan politique, il milita de 1930 à 1934 aux Jeunesses socialistes de Maine-et-Loire, puis, à partir de 1936, à la Fédération anarchiste française (FAF). Membre de la Ligue Internationale des Combattants de la Paix (LICP), il distribua en septembre 1939 le tract « Paix immédiate » qui valait généralement l'arrestation à ses signataires comme à ses diffuseurs, mais contrairement à d'autres il ne fut pas inquiété.

Profils des antimilitaristes de 1938

A la lecture du tableau récapitulatif du carnet B en septembre 1938, plusieurs remarques viennent à l'esprit :

- par rapport à la liste de 1932, dont les inscrits étaient tous nés au 19^e siècle (sauf Soyeux, né en 1911) et avaient donc connu la « Grande guerre », celle de 1938 est composée de deux groupes d'âge distincts : d'un côté la génération d'avant-guerre (celle de 1914), où l'on retrouve le couple Bouët, mais aussi Bardelay et Klein (ils ont entre 53 et 58 ans), et de l'autre les « jeunes » radicalisés de l'après-guerre et de la crise économique et sociale, qui ont entre 24 ans (Baufrère) et 37 ans (Gohard et Mée).

- sur le plan politique, la (relativement) « nouvelle vague » d'inscrits est moins homogène que celle des inscrits de 1932 : ceux-ci étaient membres du Parti communiste ou en avaient fait partie dans les années 20, alors que les onze noms de 1938 se déclinent sous 5 « étiquettes » différentes (1 autonomiste breton, 3 membres réels ou supposés de la IV^e Internationale trotskyste, 1 « extrémiste » ancien responsable local du PC, 4 anarchistes, qui forment le plus gros contingent et 2 CGT SR, qui ont quand même un groupe de 72 adhérents derrière eux et auxquels on peut aussi rattacher Roger Pantais qui militait aussi à la CGT SR. En fait, si l'on met de côté l'autonomiste breton Auvigné, par les courants politiques qui y sont représentés, cette liste se rapproche plus des listes-types de 1914, qui ciblaient les anarchistes, nombreux à l'époque, et les syndicalistes-révolutionnaires.

- sur le plan sociologique, la liste est moins ouvrière que celles de 1932-1934 : il y a trois fonctionnaires de l'Etat (un postier et deux instituteurs retraités), un employé du privé, sans doute un chômeur (Auvigné), un commerçant et seulement 5 ouvriers, dont 3 ardoisiers, ce qui au passage confirme le rôle de Trélazé comme foyer d'agitation révolutionnaire encore à cette époque.

- géographiquement parlant, la liste n'est pas moins diversifiée que les précédentes. Sur 11 inscrits, 6 sont nés en Maine-et-Loire, soit un peu plus de 54 %, alors qu'en 1932, sur les 13 inscrits, les Angevins étaient 7 (un peu moins de 54 %). On reste donc sur un profil où près de la moitié des inscrits au carnet B sont d'origine extérieure au département, et donc susceptibles à nouveau de mobilité, comme Baufrère, originaire de Paris et qui y retourne fin 1938... Les Angevins bougeaient eux aussi, d'ailleurs : Gohard a fait un aller-retour en Touraine, sans parler des frères Pantais qui ont participé à la guerre d'Espagne du côté républicain.

- notons enfin que sur l'ensemble de cette liste, seuls quatre inscrits sont connus pour leur activité militante après la Seconde Guerre mondiale :

⁶⁶ Rapport du 30 janvier 1939 sur les « partis extrémistes » (ADML, 1 M 6 86), chapitre CGT SR.

⁶⁷ *Ouest-France*, édition d'Angers, 18 février 1997.

⁶⁸ Raymond Pantais était marié à Marie Michelet. Il était donc le beau-frère d'Henri et Marcel Michelet.

- le couple Bouët, qui continua de militer dans la tendance Ecole Emancipée au sein du Syndicat National des Instituteurs (SNI), affilié à la Fédération de l'Education Nationale (FEN) après la scission de 1948 entre la CGT, dirigée désormais par le Parti communiste, et sa minorité socialisante qui fonda Force Ouvrière (FO).

- Marcel Baufrière, qui reprit son activité politique, d'abord au sein du Parti communiste internationaliste, puis de l'éphémère Rassemblement Démocratique Révolutionnaire (RDR) de David Rousset et Jean-Paul Sartre (1948-1949), avant de se consacrer au syndicat des journalistes FO (il fut longtemps délégué syndical FO à l'Agence France-Presse).

- Roger Pantalès participa après la guerre à la reconstitution du mouvement anarchiste et opta en 1953 pour la Fédération anarchiste contre la Fédération communiste libertaire de Georges Fontenis. Il participa à la lutte contre la guerre d'Algérie et fut président départemental de la Libre Pensée à la fin de sa vie.

Notons enfin que pour les autorités, l'ennemi intérieur, c'était avant tout les militants anticapitalistes révolutionnaires et que - est-ce vraiment un paradoxe ? - ceux qui ont réprimé ces derniers, à quelques exceptions près, ont continué leur carrière sous le régime de Vichy et la Collaboration...

Conclusion

Une étude plus complète du carnet B de Maine-et-Loire reste à faire : il faudrait notamment retrouver les listes antérieures des années 10 et 20 du XX^e siècle, ce qui paraît désormais possible, puisque les Archives centrales de la Sûreté Nationale, qui avaient « disparu » en 1940, ont finalement été reversées par la Russie dans les années 90 et sont donc désormais consultables.

Il apparaît cependant que la vague antimilitariste du début du siècle, renforcée par les horreurs de la Première Guerre mondiale, s'est progressivement repliée avec la conversion bon gré mal gré des communistes au patriotisme, d'abord dans le cadre du Front populaire, puis dans celui de la Résistance, qui vit cohabiter les anciens révolutionnaires communistes avec les militants et militaires de droite (comme de Gaulle), et ce sous les plis du drapeau tricolore.

Ainsi, au lendemain de la Libération, les petits groupes de quelques centaines de militants trotskystes ou anarchistes qui essayèrent de maintenir les traditions antimilitaristes et anticolonialistes du mouvement ouvrier se retrouvèrent très isolés. Cela ne les empêcha certes pas d'être actifs pendant les deux grandes guerres de décolonisation, guerre d'Indochine (1946-1954) et guerre d'Algérie (1954-1962), mais leur activité n'eut jamais l'ampleur de celle déployée par les milliers d'activistes du PC pendant les années 20, en particulier contre la guerre du Rif (1924-1926), où les parlementaires communistes pouvaient même utiliser la tribune de l'Assemblée nationale.

Il n'est donc pas très étonnant qu'en juillet 1947, malgré le début de la « Guerre froide », le gouvernement de « 3^e Force » SFIO-MRP⁶⁹ de l'époque (les communistes en avaient été exclus le 4 mai) ait décidé de supprimer le carnet B par une simple circulaire des ministres de l'Intérieur (le socialiste Edouard Depreux) et de la Guerre (le MRP Paul Coste-Floret). Ne soyons pas dupes pour autant, cette suppression n'empêcha nullement par la suite ni la méthode des arrestations préventives avant des manifestations « sensibles » pendant les guerres coloniales, ni les disparitions brutales de militants arrêtés par l'armée en Algérie, comme celle de Maurice Audin à Alger en 1957. Cette dernière affaire n'est d'ailleurs toujours pas élucidée, le gouvernement ayant maintenu jusqu'à présent le « secret défense ». De même, une fraction de l'appareil d'Etat n'avait pas renoncé aux « vieilles méthodes » : c'est ainsi qu'une officine gaulliste paraétatique comme le SAC⁷⁰ aurait même envisagé, au plus fort de la grève générale de mai-juin 1968, l'arrestation des « ennemis intérieurs » (militants de gauche, syndicalistes, « gauchistes ») et leur regroupement dans des stades...⁷¹

L'esprit du Carnet B n'était donc pas complètement mort.

⁶⁹ Mouvement Républicain Populaire, parti de centre-droite catholique créé à la Libération.

⁷⁰ Service d'Action Civique, dissous par François Mitterrand en août 1982, après la tuerie d'Auriol (sans doute un règlement de comptes entre bandes rivales du SAC).

⁷¹ Selon une information parue en 1974 dans le quotidien *Libération* et rapportée dans l'ouvrage d'Alain Delale et Gilles Ragache, *La France de 68*, Editions du Seuil, 1978, page 132.

SOURCES

Presse

- *L'Anjou communiste, syndicaliste et coopératif*, journal hebdomadaire, puis bimensuel (1921-1923), ADML.
- *Le Petit Courrier*, quotidien (1896-1944), ADML (Archives en ligne).
- *La Lutte ouvrière*, hebdomadaire du Parti ouvrier internationaliste (1936-1939), DVD, Association RADAR, 2009.

Archives

- ADML, 1 M 6 85, Pacifisme, procès Beaufrère (sic), inculpé d'incitation à l'insoumission et à la désobéissance (1938-1939).
- ADML, 1 M 6 86, Situation des partis extrémistes en Maine-et-Loire, rapport du 30 janvier 1939.
- ADML, 4 M 6 30, Parti communiste.
- ADML, 1 R 2111. Ce dossier contient l'essentiel des documents portant sur le Carnet B dans les années 30.

BIBLIOGRAPHIE

- Louis BOUËT, *Trente ans de combat syndicaliste et pacifiste*, l'Amitié par le livre, s. d.
- *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'Internationale communiste (1919-1923)*, Librairie du Travail, 1934, réimpression en fac-similé, Editions François Maspero, Paris, 1970.
- Jacob MONETA, *Le PCF et la question coloniale*, collection Livres rouges, Maspero 1971.
- Jean-Jacques BECKER, *Le Carnet B*, Editions Klincksieck, Paris, 1973.
- Jacques VARIN, *Jeunes comme JC*, tome 1 1920-1939, Editions sociales, Paris, 1975.
- Alain DENIEL, *Le mouvement breton*, Maspero, 1976.
- Alain DELALE et Gilles RAGACHE, *La France de 68*, Editions du Seuil, 1978.
- Jean MAITRON, Claude PENNETIER (dir.), *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*, période 1914-1939, tomes 16 à 44, Editions ouvrières/Editions de l'Atelier, 1981-1997.
- François LEBRUN, Alain JACOBZONE, *Ludovic Ménard (1855-1935), fondateur du syndicalisme ardoisier*, Association des Amis du Musée de l'Ardoise de Trélazé, 1985.
- Jean-Pierre AZEMA, Antoine PROST, Jean-Pierre RIOUX, *Le Parti communiste français des années sombres, 1938-1941*, Editions du Seuil, Paris, 1986.
- Alain JACOBZONE, *En Anjou, loin du front*, Yvan Davy éditeur, 1988.
- Jacques BOUVET, *Le Parti communiste et la CGTU en Maine-et-Loire, des scissions à la veille du Front populaire*, Maîtrise d'Histoire, Université de Tours, 1989.

- Cahiers d'Histoire de l'Institut de Recherches Marxistes, n° 43, 1990.
- Jacques BOUVET, *Les sources du Mouvement social en Maine-et-Loire aux XIX^e et XX^e siècles*, DEA, Université Rennes II, 1991.
- Roger FALIGOT et Rémy KAUFFER, *As-tu vu Crémet ?*, Fayard, 1991.
- Anne GRYNBERG, *Les camps de la honte*, La Découverte, Paris, 1991.
- Marie-Claude RAFANEAU-BOJ, *Odyssée pour la liberté, Les camps de prisonniers espagnols 1939-1945*, Denoël, Paris, 1993.
- *Fourmies et les Premier mai*, sous la direction de Madeleine REBERIOUX, Editions de l'Atelier, Paris, 1994.
- Jacques BOUVET, *Bessonneau Angers*, Société des Etudes Angevines, 2002.
- François BONNAUD, *Carnets de luttes d'un anarcho-syndicaliste (1896-1945)*, présentés par Christophe Patillon, Editions du Centre d'histoire du travail, Nantes, 2008.
- Jean-Luc MARAIS, *Le Maine-et-Loire aux XIX^e et XX^e siècles*, Picard, 2009.
- *Dictionnaire international des militants anarchistes* (<http://militants-anarchistes.info/>).
- Site *Mouvement révolutionnaire angevin* (<https://revolutionnairesangevins.wordpress.com/>).

Site internet : <http://cesa49.free.fr>

Contact : cesa@numericable.fr

Les Cahiers du CESA / Numéros parus :

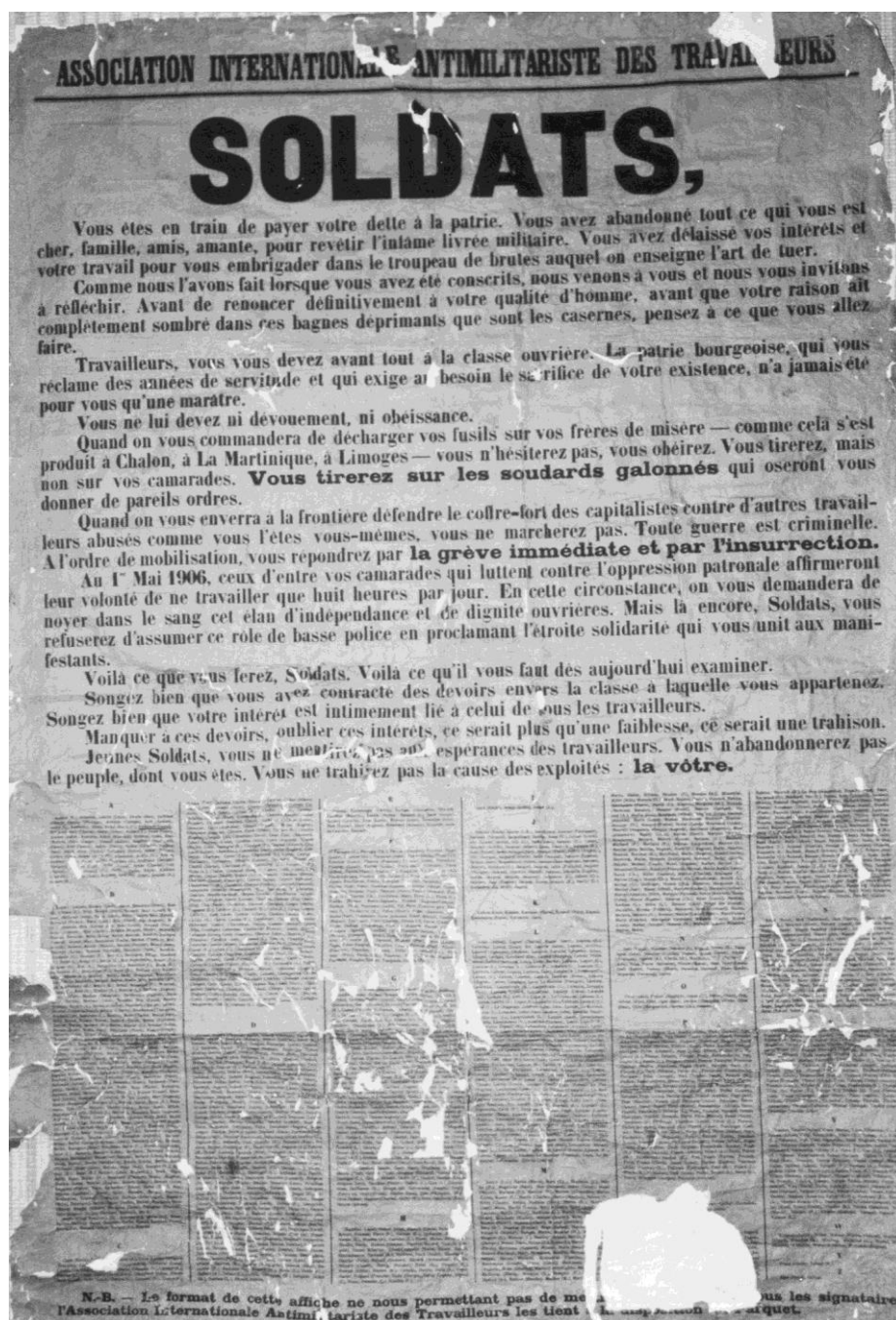
N° 1 : *Féminisme et syndicalisme - Les archives d'Yvonne Dufour et du groupe féministe de l'enseignement laïque de Maine-et-Loire (1923-1933)*, octobre 2011, 20 pages.

N° 2 : *Des Pétoleuses aux Danaïdes, aspects du mouvement féministe à Angers (1974-1987)*, novembre 2011, 40 pages.

N° 3 : Maurice POPEREN, *Le mouvement ouvrier angevin (1914-1948)* mars 2012, 52 pages.

N° 4 : *Le Parti ouvrier internationaliste en Anjou, fragments d'histoire du mouvement trotskyste en Maine-et-Loire (1936-1939)* mars 2013, 28 pages.

N° 5 : *L'ennemi intérieur, Les inscrits au Carnet B en Maine-et-Loire dans les années 30*, avril 2013, 24 pages.



Affiche antimilitariste, 1906